# HAIT Lè manke gid, pèp la gaye! OBSERVATEUR

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti\_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs: 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 24 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

24 juin - 1er juillet 2020

OFFENSIVE CONTRE LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ET LES BANQUES PRIVÉES

# Jovenel Moïse peine à colmater la rareté d'essence

#### Incapable de s'attaquer au vrai problème... Fuite en avant...

Par Léo Joseph

Les consommateurs de produits pétroliers ne sont pas étrangers à la rareté d'essence, depuis l'accession de Jovenel Moïse au pouvoir, voici bientôt cinq ans ils en ont fait l'expérience d'au moins trois. Mais celle qu'ils endurent cette fois, n'a rien de commun avec les précédentes.

Pour tenter de calmer la colè-

re, voire la révolte populaire, qu'il sent déjà gronder, il a fait une vague déclaration de guerre aux compagnies pétrolières qu'il moment où le président haïtien tenait sa conférence de presse, au Palais national, la rareté d'essence fait rage, tant à Port-au-Prince

DISPUTE AUTOUR DES TRANSFERTS VIRÉS SUR HAÏTI

# Suite à l'avis de la BRH, s'annonce une vaste rébellion

# Jovenel Moïse à la rescousse des banques et de ses alliés politiques... Sur le dos des bénéficiaires

Par Léo Joseph

Rendue sourde et aveugle par son désespoir à venir en aide à leurs alliées, les banques commerciales et pour atténuer la crise de solvabilité de son gouvernement, l'équipe au

pouvoir n'entend ni ne voie la rébellion qui se profile à l'horizon, suite à la note émise par

Suite en page 2

#### Jovenel Moïse et la pénurie d'essence, le grand camouflage. s'est gardé d'identifier. Dans la

foulée de cette crise de colère qu'il s'est donnée, il a décidé d'inclure, en passant, les banquiers à qui il impute les déboires de la monnaie nationale. Au



Martine Moïse, quelles responsabilités dans la crise d'essence? que dans les villes de province.

En effet, depuis déjà plus de deux semaines, les longues files de véhicules, y compris taps-taps, motocyclettes, camions, etc. font

Suite en page 3

#### UNE NOUVELLE RUBRIQUE À HAÎTI-OBSERVATEUR assassinat de George Floyd a suscité des changements dans quasiment tous les domaines

De toute évidence, l'assassinat de George Floyd a suscité des changements dans quasiment tous les domaines. Il s'agit d'une révolution qui se propage comme une traînée de poudre. Haïti-Observateur n'en est pas exempt. Aussi avons-nous pris la décision d'introduire une nouvelle rubrique qui a pour titre LA VIE DES NOIRS COMPTE/BLACK LIVES MATTER.

Les textes traiteront des sujets relatifs à l'esclavage, aux colonies esclavagistes et à la vie sous le régime colonial, etc., dans tous les pays où ce système existait. Les textes seront présentés en quatre langues, français, créole, anglais et espagnol. Cette rubrique ne sera pas la chasse gardée de la Rédaction, puisque tout auteur qui soumet un texte traitant de tels sujets, rédigé dans une de ces quatre langues, recevra hospitalité. D'ores et déjà, nous souhaitons du succès à ce nouveau-né de nos rubriques.

#### LA VIE DES NOIRS COMPTE/ BLACK LIVES MATTER

# Concrete proposals on the question of Blacks, especially in the United States of America

By Berg Hyacinthe

Why is the NAACP confined to the United States? The global

vector "Black Lives Matter" inspired the creation of the International Association for the Advancement of Colored People (IAACP), based on this cardinal

principle: the real emancipation of black people in America requires the emancipation of Black people all over the world, Continued on page 12

#### Propositions concrètes sur la question des Noirs, surtout aux États-Unis d'Amérique

Par Berg Hyacinthe

Pourquoi la NAACP est-elle

confinée aux États-Unis ? Le vecteur global « Black l' Lives

# **HAPPENINGS!**

#### Haiti's downward economic spiral further indicated by the gourde, the national currency, exchanged at 120 for one U.S. dollar



Myrlande Manigat said it all about Jovenel Moïse's term; but will it matter?

The headline last Thursday (June 18) in the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste* was shocking, though not unexpected. Some merchants require 120 gourdes for one dollar for objects or products sold. The banks and those in the informal market of moneychangers have their own exchange rate, but henceforth this new threshold for gourde-dollar exchange is the new normal and tells of the dismal state of the Haitian economy under the "*Tèt Kale*," ("Bald Headed") regime, which gets its

Continued on page 7

Les néologismes — Black, Noir, Afro-américains — font tous référence aux descendants d'Afrique.

Suite en page 13

## DISPUTE AUTOUR DES TRANSFERTS VIRÉS SUR HAÏTI Suite à l'avis de la BRH, s'annonce une vaste rébellion

#### Jovenel Moïse à la rescousse des banques et de ses alliés politiques... Sur le dos des bénéficiaires

Suite de la page 1

la Banque nationale de la République d'Haïti (BRH) relative au mode de paiement des transferts effectués à l'étranger par des parents à l'adresse de leurs bien-aimés restés au pays. Cette mesure injuste, à tous les point, partisane, en sus d'être scélérate, est de nature à déclencher une vraie révolution.

En effet, l'avis en question, circulaire 114-1, en date du 19 juin, portant la signature de Jean Baden Dubois, gouverneur de l'institution, stipule que les maisons de transfert ont l'obligation de payer en monnaie nationale les transferts reçus pour être payés en Haïti. À moins que les bénéficiaires fassent acheminer les sommes expédiées à leurs comptes en dollars américains domiciliés aux banques commerciales.

En vertu de cet avis, voici le protocole établi par la BRH en matière de paiement des transferts reçus de l'étranger. « Conformément aux règlements de la circulaire 114-1, lors du paiement des transferts, les banques et les maisons de transfert doi-

vent signaler au client, habituel et occasionnel, conformément aux dispositions des lois et des règlements en vigueur, et remettre au client un reçu de la transaction. Ce reçu doit contenir entre autre le montant et la monnaie dans laquelle le transfert a été payé, le taux de change de la transaction, le nom de la banque ou la maison de transfert ainsi que l'adresse du point de service où la transaction a été effectuée».

L'intervention de la Banque centrale, dans ce document, vise — cela va de soi —, à se prononcer définitivement par rapport à un conflit ayant cours aux maisons de transfert au moment où les bénéficiaires se présentent pour toucher les sommes expédiées à leur intention, constatent que celles-ci sont exprimées exclusivement en gourdes. Voilà créée une situation qui pourrait se transformer en bagarres, que les dirigeants croyaient devoir tuer dans l'œuf à la faveur de la publication de la circulaire 114-1 de la Banque centrale.

De toute évidence, loin de trancher, de manière objective et responsable, dans ce conflit potentiellement susceptible de dégénérer en actes de violence, les décisions des autorités concernées avantagent de préférence les autorités du pays (en la personne de la BRH) et les patrons des banques privées, ces dernières se trouvant dans la tourmente occasionnée par la pandémie de la COVID-19. Car, en proie à une baisse spectaculaire



Jean Baden Dubois, le gouverneur de la Banque centrale, homme lige de Jovenel Moïse.

des affaires, les institutions bancaires privées, généralement proches du pouvoir, se trouvent confrontées à un temps de vache maigre, côtoyant même la faillite, certaines d'entre elles. Autant dire, la circulaire 114-1 de la BRH constitue une bouffée d'oxygène offerte aux banques privées, qui leur permettrait de tenir la route jusqu'à ce que disparaisse la pandémie.

#### Les bénéficiaires de transferts, les vrais perdants

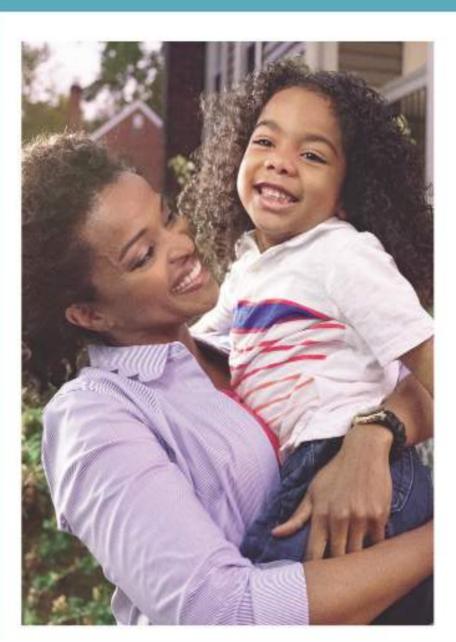
Les dernières mesures prises par les autorités monétaires, à l'instigation du Palais national, sont destinées à bénéficier principalement aux banques privées et au secteur des affaires, alliés naturels des dirigeants du pays.

En effet, il n'est un secret pour personne que la grande majorité des bénéficiaires de transferts n'ont pas de compte en banque. Ce sont généralement des gens aux ressources limitées dont les possibilités d'avoir accès au billet vert se limitent essentiellement à la réception de valeurs se limitant entre USD 100 \$ et USD 300 \$, parfois moins. Quand bien même, obéissant aux dernières exigences de la Banque centrale, ils seraient en mesure d'ouvrir un compte en banque en devises, ils n'auraient pas les moyens d'alimenter régulièrement un tel

compte, de manière à éviter des pénalités liées, surtout à un solde débiteur. Telle est, en principe, leur situation, car dépendant, pour la plupart, de sommes réduites reçues de parents basés à l'étranger. Surtout que, dans le cas de solde au montant réduit, les frais exigés par les banques dépassent les moyens de cette catégorie de clients. Autrement dit, la plupart des destinataires de transferts de l'étranger reçoivent une communication via téléphone les informant de l'expédition effectuée en leur faveur ainsi que le numéro de la réclamation fournie par la maison de transfert.

En revanche, les gros commerçants ou les individus aux grands moyens, qui représentent une minorité, ont la possibilité de faire aboutir les transferts à leurs comptes en dollars dont ils peuvent disposer comme bon leur semble. En tout cas en transigeant autour du taux de change avec des interlocuteurs voulant faire l'acquisition de devises. Associés eux aussi des banques privées, ils partagent les profits avec elles. Dans ce marché de

Suite en page 4



### Genyen tan toujou pou nou pran sa ki konsène nou an men.

Resansman se yon inisyativ pou konte chak moun ki rete Ozetazini. Kominote nou bezwen chak grenn moun konte pou afekte plizyé milya dola gouvenman an ka bay pou lekôl, klinik, plas piblik, ak yon pil ak yon pakét lót resous ak sévis nan kominote nou. Pa enkyete w, patisipasyon nan resansman an pa gen danje. Tout enfomasyon pesonel ap rete prive e an sekinte. **Ou ka reponn sou entènèt, sou telefón, oswa kourye.** 

Patisipe nan resansman an sou:

2020CENSUS.GOV/ht

Se Orac Resensman Ltazini ki pieye pou píbliote sa a

Prepare Avni W KÖMANSE ISIT LA> Census 2020



#### OFFENSIVE CONTRE LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ET LES BANQUES PRIVÉES

# Jovenel Moïse peine à colmater la rareté d'essence

#### Incapable de s'attaquer au vrai problème... Fuite en avant...

Suite de la page 1

la queue autour des stations d'essence, dans l'espoir de s'approvisionner dès que le précieux liquide sera disponible à la pompe. Cette situation, qui date déjà de trois semaines, persiste encore. Alors que les autorités ont assuré le public que le bateau citerne se trouve ancré à la rade de Port-au-Prince avec à son bord 600 000 barils de produits pétroliers.

Lors de cette présentation devant la presse, avec, présents à ses côtés, le ministre de Finances et des Affaires économiques, aussi bien celui du Commerce et de l'Industrie, et le directeur général du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD), Jovenel Moïse est parti en guerre contre les compagnies importatrices de produits pétroliers. Sans les identifier par leurs noms, le chef de l'État les a accusés d'avoir réalisé des profits gigantesques en appliquant des frais supplémentaires au détriment des consommateurs. C'est pourquoi, le ministre Michel Patrick Boisvert, a précisé, que les entreprises qui ont bénéficié des appels d'offres ont, entre 2010 et 2020, fait perdre à l'État la somme de USD 1,7 milliard de \$ (113,5 milliards de gourdes) sur la vente de ces denrées. Si M. Boisvert n'a pas précisément accusé ces compagnies de voleurs, il n'a pas passé sous silence qu'elles ont réalisé ce qu'il a qualifié de « gains indus ». Le grand argentier de la République a précisé qu'il y avait « de l'argent qui se faisait en dehors de la structure par les compagnies importatrices ».

Pour Jovenel Moïse, il est absolument nécessaire de faire le jour sur les appels d'offres qui ont été paraphés entre les compagnies importatrices de produits pétroliers et l'État haïtien, au cours des dix dernières années.

À cette occasion (lundi 22 juin), le chef de l'État a demandé que soit diligentée une enquête, en vue de fixer les responsabilités individuelles de ces compagnies par rapport à la somme indument gagnée. Voilà pourquoi Jovenel Moïse dit avoir mis sur pied un groupe de travail, compose de l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF), de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) et de l'Inspection générale des finances (IGFf), pour mener cette enquête.

Selon ce qu'a expliqué, le ministre Boisvert, le consommateur paie l'essence 224 gourdes le gallon. Pourtant, sur chaque gallon vendu, les compagnies importatrices réalisent 54 gourdes. Quant à l'État, il perd 75,84 gourdes sur chaque gallon vendu. Telle est la perte que ce dernier a accepté d'encaisser pour maintenir le gallon à 224 gourdes à la pompe. Dans l'optique de M. Moïse, l'État devait pouvoir investir ce manque à gagner à bon escient, notamment, dans la construction d'infrastructure (routes, hôpitaux, écoles).

D'autre part, a encore précisé le ministre des Finances, pour maintenir le gallon de kérosène à 173 gourdes à la pompe, l'État perd 43,22/ gallon. Dans le cas du diesel, l'État subit une perte de 39,74 sur chaque gallon pour que le consommateur soit en mesure de l'acheter à 179 gourdes.

#### Une fuite en avant de **Jovenel Moïse**

Cette conférence de presse, dans laquelle Jovenel Moïse s'est attaqué violemment aux compagnies pétrolières, qu'il a accusé de voler l'État, n'est autre qu'une fuite avant. Car ce subterfuge a été trouvé afin de chloroformer les consommateurs qui, après déjà trois semaines de crise d'essence, se trouvent à la limite de la

En effet, le président haïtien s'est contenté de fulminer contre des anonymes, car se gardant de citer nommément les hommes

d'affaires qu'il prend à partie. À cet égard, on se rappelle comment il avait dénigré ceux qu'il qualifiait de « vendeurs de blackout ». Il voulait, à tout prix, livrer les Vorbe, Rouzier et Bonnefil en pâture à ses « journaleux » pour les déchirer à belles dents. Mais il procède différemment pour les entreprises qui avaient le monopole de l'importation des produits pétroliers.

Les consommateurs haïtiens ne doivent pas donner dans le panneau par rapport aux balivernes de Nèg Bannann nan. Car la conférence de presse du 22 juin constitue un stratagème qui a pour objectif d'apaiser le peuple haïtien, qui doit lui poser les vraies questions.

Jovenel Moïse devrait, au prime abord, identifier la dernière compagnie bénéficiaire de l'appel d'offres lui donnant le droit exclusif d'importer les produits pétroliers. On se rappelle bien qu'elle a été identifiée récemment comme étant « Preble-Rish Haiti, S.A », dont les propriétaires sont les deux beaux-frères de l'ex-président Michel Joseph Martelly, dit Sweet Mickey, qui s'appellent Kiko Saint-Rémy, le frère de Sophia Saint-Rémy Martelly, et Gesner Champagne, le mari de Claudya Saint-Rémy, la jeune sœur de l'ex-première dame.

Des proches de M. Moïse, qui fréquentent régulièrement le Palais, et souhaitent rester anonymes, ont fait savoir que ces « deux mousquetaires » ont pu décrocher le contrat octroyé, sans appel d'offres, parce que Martine Moïse est affiliée à cette société en tant que « commanditaire ». Dans de telles conditions Jovenel Moïse serait lui aussi membre de Preble-Rish Haiti, S.A.

#### **Une situation** inhabituelle

L'argument offert par Jovenel Moïse pour expliquer les origines de cette pénurie d'essence qu'essuie le peuple haïtien ne tiennent pas. L'explication évoquée selon laquelle 600 000 barils de pétrole sont disponibles. Mais que le tanker, n'est pas en mesure d'en effectuer la livraison complètement, faute d'espace pour stocker la marchandise. Selon M. Moïse, le bateau a déchargé partiellement sa cargaison, attendant la consommation de la quantité livrée avant d'achever la livraison. Le président a précisé encore que les compagnies pétrolières sont obligées de payer USD 25 000 \$ le jour durant tout le temps que le tanker restera ancré dans la rade pour compléter le déchargement.

Voilà une situation pour le moins inhabituelle. Dans le passé, les compagnies pétrolières, qui assuraient l'importation de ces produits, dans le cadre de leur contrat avec l'État, n'avait pas connu un tel inconvénient. D'ailleurs, il n'y a même pas trois mois, au fort de la grave pénurie d'essence, qu'avait connue le pays, notamment quand NO-VUM, la compagnie pétrolière du Texas, faisait le transport, il y avait toujours deux points de stockage, à Thor et à Chancerelles. Qu'en est-il advenu de ces installations? Pourtant la compagnie Prebe-Rish Haïti S.A., qui détient le contrat d'importation, n'ignorait pas l'arrivée prochaine du tanker. Surtout que les officiels haïtiens avaient rassuré les consommateurs quant à l'arrivée imminente de bateau.

Autre question adressée au président haïtien : si les points de stockage sont devenus indisponibles, pourquoi les décideurs haïtiens n'ont pas évoqué la raison d'État relative à un produit stratégique, comme les produits pétroliers, pour faire libérer ces espaces qui, autrefois, étaient toujours prêts pour recevoir les gazolines, le diesel et le kérosène?

À cette même occasion, le chef de l'État a feint de s'en prendre aux banques privées, dont les propriétaires sont des alliés de la présidence. Une stratégie par laquelle il voudrait donner l'impression de prendre ses distances par rapport à ces institutions qui ont grandement contribué à chute vertigineuse de la gourde face au dollar américain. Toutefois personne n'est dupe d'une telle démarche. On sait très bien que le milieu bancaire contribue largement à favoriser les détournements de fonds de l'État, une activité dans laquelle Jovenel Moïse et ses alliés passent pour maîtres.

L.J.

#### DE BROSSE & STUDLEY, LLP

#### Richard A. De Brosse **Attorney at Law**

**ACCIDENTS \* REAL ESTATE MALPRACTICE** 

182-38 Hillside Avenue (Suite 103) Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Board Certified & Award Winning Doctor





Cabinet Medical Lundi —Samedi: 11 AM-

Examen Physique sur écoliers Traitements pour douleurs, Immigration Planning familial

Infection

Hemie Circoncision Tests de sang et de grossesse Grippe

Tumeur

 MÉDECINE CHIRURGIE » Prix Abordable TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (Without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MICH MORE!



# DISPUTE AUTOUR DES TRANSFERTS VIRÉS SUR HAÏTI Suite à l'avis de la BRH, s'annonce une vaste rébellion

Suite de la page 2

dupes, les petits bénéficiaires de transferts sont victimes en deux temps trois mouvements : en se faisant payer l'argent reçu en gourdes, à un taux déterminé par les acteurs; ensuite obligés de payer les objets qu'ils achètent sur le marché local en dollars, puisque, dans la plupart des entreprises, les services et les biens se payent en dollars. Au fait, d'aucuns disent que, présentement, la réalité dans les affaires, en Haïti, oblige la majorité des entreprises à exprimer les transactions en devises. On peut alors deviner à quel calvaire se trouve confrontées les petites bourses.

Il faut signaler aussi que, dans le cadre de l'accumulation de devises, le Palais national et ses alliés du pouvoir PHTKiste sont « dollartivores ». Ayant tous des familles (épouses, enfants, maîtresses et autres) en résidence à l'étranger, ils dépendent des banques privées pour s'approvisionner en devises pour effectuer des envois d'argent mensuellement. À l'heure de la COVID-19, où le volume de dollars disponible sur le marché haïtien a considérablement baissé, les hommes et femmes au pouvoir font tout pour s'assurer qu'ils ne

EW CHURCH RENDERING

seront pas à court de devises. Tant mieux pour les banques privées, qui réalisent des profits ahurissants sur la vente du dollar sur le marché local. Dans de telles conditions, les plus de USD 3 milliards \$ expédiés par le truchement des maisons de transfert fournissent des bénéfices par millions aux institutions bancaires, hors du contrôle des bénéficiaires originaux des transferts.

#### Les banques frappées de plein fouet par COVID-19

Les activités bancaires en Haïti, dont certaines institutions trouvaient leurs ressources auprès des entreprises illicites, qui connaissaient déjà une baisse certaine, en raison des interventions agressives et fréquentes des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA), menées conjointement avec la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS), n'ont pas connu des jours heureux avec Jovenel Moïse au pouvoir. Surtout que la crise économique et financière, qui bat son plein quasiment durant les quatre années de Nèg Bannann nan au Palais national, les mettait déjà sérieusement à mal.

En clair, la baisse des affaires, à tous les niveaux, ajoutée au marasme sévissant dans l'indus-

CARCASSE HAIT

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild

Online Donations can be made at:

www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:

St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

trie touristique, ainsi que la cessation de l'aide étrangère à Haïti, en sus de la diminution remarquable de l'assiette fiscale, ont grandement affecté la recette des banques privées, qui se trouvaient pratiquement en situation de faillite.

En effet, l'atmosphère qui prévaut dans les banques, à l'heure de la pandémie de la COVID-19, montre à quel point ces institutions sont affectées. Avec le débarquement du coronavirus entraînant l'état d'urgence sanitaire, sur toute l'étendue du territoire nationale, l'industrie bancaire haïtienne s'est trouvée poussée au bord de la banqueroute certaine. Ce qui, de toute évidence, a porté les dirigeants du pays, par le truchement de la circulaire 14-1 émise par la Banque centrale, à offrir aux banques privées les USD millions \$ provenant des transferts sur un plateau d'argent, dans la mesure où elles peuvent s'en approvisionner couramment auprès de la Banque centrale.

Ces mesures, jugées injustes, prises par les autorités, au détriment des petites bourses, ne laissent pas indifférents les expéditeurs de transferts basés en diaspora. Ces derniers exhortent les autorités à remettre les pendules à l'heure, dans le meilleur délai, menaçant de réagir dans le sens de leurs intérêts et ceux des parents restés en Haïti. Mais d'ores et déjà, ces maisons de transfert mises dans l'impossibilité de s'approvisionner en dollars auprès de la Banque centrale, pour s'acquitter de leurs devoirs envers les clients, commencent à cesser leurs activités, voire même à fermer leurs portes. Voilà des décisions qu'on souhaite temporaires. Mais tout dépend du degré de désespoir des dirigeants haïtiens par rapport à la crise économique et financière pour qu'ils pensent à introduire un réajustement dans le marché des changes.

Il semble que les compagnies de transfert se démènent pour trouver une solution satisfaisante, tant pour elles-mêmes que pour les clients souhaitant avoir un peu de contrôle sur les dollars qu'ils reçoivent via ces sociétés. C'est, tout au moins, ce qu'a indiqué un représentant de Cham, à Miami. Dans un premier temps, lors d'un entretien téléphonique, Sherley Damais a indiqué que les clients

en Haïti continuent de recevoir leur argent en devises nationale, « jusqu'à nouvel ordre », dit-elle.

Dans une conversation téléphonique avec le responsable local de CAM, Robinson Pierre a précisé que des pourparlers sont en cours entre les responsables de cette compagnie et les autorités haïtiennes, en vue de trouver une issue favorable à cette épineuse question. Interrogé au sujet du statut des personnes ayant besoin d'effectuer des transferts, il a expliqué que la CAM continue d'accueillir des clients qui désirent expédier de l'argent en Haïti. Selon lui, les fonds reçus pour expédition en Haïti sont versés en gourdes. Et Robinson Pierre d'ajouter, à l'instar de Sherley Damas, avant lui, « Jusqu'à nouvel ordre ».

#### Les maisons de transferts, fournisseuses de devises à la BRH

Si les activités des maisons de transfert leur permettaient de traiter USD 3,3 milliards \$, en 2019, avec une augmentation de 4,3 % (source *Haitian Times*) cette année, bien sûr avant l'atterrissage de la COVID-19, leurs contributions en devises à la Banque centrale représentent 36 % du PIB du pays.

À ce rythme, la Banque centrale et les entreprises spécialisées dans le transfert d'argent se révèlent des associés réciproques indispensables, dans le cadre de la gestion du marché de change. Les opérations de ces institutions sont menées de la manière suivante. Les frais liés aux transferts perçus par les expéditeurs sont gardés sur place tandis que le montant des envois, plus la taxe de USD 1,50 exigée illégalement par le gouvernement haïtien, sont expédiés à la BRH. À son tour, celle-ci fournissait à CAM, Western Union, UniTransfer, etc., les valeurs en dollars correspondant aux transferts individuels réclamés pour être versées aux clients en Haïti. C'est la cessation de cette pratique qui a déclenché tout ce conflit. Pour l'instant, la Banque centrale accapare les devises reçues des maisons de transfert, une source qui lui permet d'alimenter le marché de change, en collaboration étroite avec les banques privées et les maisons de transfert.

Dans l'état actuel des choses, les maisons de transfert s'approvisionnent en dollars, le plus naturellement du monde, auprès de la BRH. De même que les banques privées, en vertu de leur étroite collaboration avec la Banque des banques, qui possède le monopole du dollar.

On ne peut prévoir comment

va se résoudre le problème des dollars transférés par le truchement des maisons de transfert, dont les vrais propriétaires sont les clients de celles-ci, qui, en réalité, ne font qu'observer, passivement, leurs devises fortes permettre à la Banque centrale et aux institutions bancaires privées de réaliser de gros profits.

S'il est de bon ton d'arguer que la diaspora, par le truchement des transferts qu'elle expédie régulièrement en Haïti, représente un des poumons économiques d'Haïti, on ne peut s'empêcher de prévoir une autre catastrophe se profilant à l'horizon. Surtout qu'il se dessine déjà, en diaspora, en guise de réplique aux dernières dispositions de la BRH, un mouvement appelant les familles basées à l'étranger d'observer un moratoire sur l'expédition de fonds en Haïti, un arrêt qui restera en place jusqu'à ce que les autorités haïtiennes produisent une solution qui tient compte des intérêts des vrais propriétaires des dollars expédiés en Haïti.

#### La Banque centrale fait marche-arrière

Moins d'une semaine après avoir émis la circulaire 114-1 déclarant que les transferts reçus en Haïti doivent être payés en monnaie nationale, le gouverneur de la Banque centrale a fait marchearrière.

En effet, la communication diffusé la semaine dernière, adressée aux banques privées, est rendu nulle et sans effet. Le document précise que l'ordre relatif au paiement des transferts en gourdes est reporté jusqu'au 3 août.

Dans des déclarations attribuées au Premier ministre de facto, Joseph Jouthe, faites à la date du 23 juin, il avait fait entendre que la Banque des banques devait se débrouiller comme elle peut pour se procurer des dollars. La toute récente communication dans laquelle Jean Baden Dubois est revenu sur sa décision concernant les fonds expédiés à des clients en Haïti par les maisons de transfert, a été acheminée aux institutions bancaires haïtiennes, seulement quelques heures après l'intervention du chef du gouver-

De son côté, le président luimême, lors d'un point de presse, au Palais national, hier (lundi 22 juin), avait déclaré qu'il n'était pas au courant de la décision de M. Dubois, et qu'il en avait été informé via les média sociaux.

Il semble que le patron de la Banque centrale ait pris les mesures en question unilatéralement.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



LJ.

# DANS LE MONDE DU DIVERTISSEMENT HAÏTIEN Une stratégie de survie des musiciens du marché konpa dirèk à l'heure du coronavirus

Par Robert Noël

Le Coronavirus a prouvé que toute supériorité est fictive sur cette terre de vanité, et cela à tous les niveaux. L'économie mondiale a trébuché au point de créer un malaise, un doute et une peur bleue dans le monde. Une telle situation fait réfléchir les investisseurs de tout acabit et de toutes races. Les pays pauvres en souffrent terriblement. Les gens sont au chômage. Les pays qui se reposent sur le support financier de leur diaspora doivent envisager une autre source de revenu. Le manque à gagner qu'a subi le

opiné en ces termes, disant bagay yo atè plat, voulant dire que les choses ne marchent pas. Je pouvais ressentir le désespoir dans sa voix. Je lui ai simplement répondu que tout problème entraîne une solution cachée, histoire de faire référence à la loi des contraires. En fin de conversation, je lui ai fait une proposition, à savoir l'utilisation de ZOOM pour continuer ses séances de répétition et réaliser un peu plus d'activités musicales. C'était un ouf, une bouffée d'oxygène. D'ailleurs, je lui ai appris que Dernst Emile et moi utilisons ce moyen à cette fin.



La formation Gabel s'évertue à attirer le plus grand nombre de fans à ses prestation virtuelles.

marché *konpa dirèk*, à cause du Coronavirus, ne sera pas récupéré du jour au lendemain.

Au fait, ce virus ne peut pas détruire la culture d'un peuple. Cependant, il pourra la mettre en confinement indéfiniment. Car personne ne sait combien de temps la pandémie Covid-19 va durer. Voilà un défi à la science, qui tâtonne encore. Il faut quand même vivre d'espoir. Qui vivra verra (sakalakawè). Il est plus important de se pencher sur l'urgence du moment, de faire des propositions de sortie de crise, que de s'éterniser sur l'orthographe du mot identifiant le genre musical haïtien le plus populaire : le konpa dirèk. Voilà un faux débat, une futilité qui n'apporte rien à l'esprit, encore moins chanquestion. La stratégie de survie des musiciens offre la possibilité de changer la donne et d'empêcher, sinon ralentir la décente rapide aux enfers du konpa dirèk.

#### Le coronavirus expos la vérité

Le marché musical konpa dirèk n'est pas infecté, il est plutôt affecté par le coronavirus. Pris d'émotion, les musiciens ne savaient à quel saint se vouer. Par exemple, un musicien m'a appelé pour discuter de la situation à

Dernst, cet arrangeur, compositeur et instructeur de musique, est au diapason avec la technologie

Le marché konpa dirèk est aujourd'hui troublé. Pour continuer d'exister, les groupes musicaux haïtiens ont choisi une solution partielle. Ils offrent des performances virtuelles vivanteslive —, tout en sollicitant le support financier des fans via Cashapp, Zelle, Pay Pal, Interact, Moncash, etc. Ainsi, une industrie du live est créée. On constate même que des orchestres qui donnaient l'impression de stabilité économique emboîtent le pas dans cette même direction. Ce qui force certaines gens à penser qu'ils quémandent. D'autres, au contraire, disent qu'il ne faut pas ger la nature de la musique en écraser leur sébile (pa kraze kwi yo). La question n'est pas là. La situation paraît extrêmement difficile pour les musiciens. Ils doivent nager pour atteindre le rivage et se mettre à l'abri du danger. Mais la mer étant agitée, ils doivent se démener pour surmonter les vagues.

Autre réalité à signaler : La soi-disant scène HMI n'offre pas un salaire décent aux musiciens, quand bien même certains feraient croire le contraire. Fous qui y croient. Les musiciens à salaire journalier — les giggers — sont

laquelle ce marché fait face. Il a les plus affectés par le confinement. Cela est si vrai que beaucoup d'entre eux ont décidé de devenir chauffeurs de camions/ truck, de taxis Uber et Lyft, aux Etats-Unis. Mais ces compagnies de transport ne fonctionnent guère comme à l'accoutumée. Elles sont obligées de mettre fin à leurs activités jusqu'à nouvel ordre. Certaines se voient dans l'obligation de crier faillite, car ne pouvant payer leurs employés. Les statistiques ont montré qu'il y a des millions de gens au chômage, parmi eux un nombre considérable d'Haïtiens. Un phénomène ayant le potentiel de ralentir les transferts d'argent vers

> Indéniablement, les maisons de transfert ne font plus recettes comme avant. Les organisateurs de bals et de festivals font un recul involontaire, mais pas pour rebondir. Ils n'ont plus la force et les moyens pour prendre part à ce qui se fait actuellement. Tous ces spectacles vivants (live) auxquels on assiste sont des autoproductions des groupes musicaux. L'on se demande même si ces derniers auront besoin des services des promoteurs si le marché reprend force et vigueur. Les musiciens pourront organiser leurs propres soirées. Les temps ont changé. Certains gouvernements ont offert des chèques pour stimuler l'économie en support aux familles, mais qui ne représentent pas grand-chose, considérant l'énormité des besoins des bénéficiaires. Ce qui fait penser à la réalité suivante : Combien de nos musiciens et administrateurs de groupes musicaux ont bénéficié d'un tel support aux États-Unis, quand on sait qu'ils ne payent pas d'impôts sur le revenu?

#### Les performances virtuelles : A quelle

Certains dirigeants d'orchestres disent qu'ils offrent des prestations virtuelles dans le but de faire plaisir aux fans, car le grand public les avait supportés pendant des années. Beaucoup de gens réfutent et critiquent un tel argument. Pour certains, les artistes ne doivent solliciter aucun support sur Cashapp, Zelle ou Pay Pal, pour que cette logique soit valable. On a assisté à de nombreuses performances virtuelles live sur Youtube et Facebook. Certains groupes musicaux ont présenté de piètres spectacles. Tandis que d'autres ont délivré des prestations plaisantes. On assiste auLive, puisque des formations musicales envahissent toutes les plateformes intelligentes. On voit

jourd'hui à une invasion Planète temps. Mezi lajan w, mezi wanga w. Plus grande est sa contribution, davantage le/la contribuable apparaît sur ZOOM, car rien ne se



La formation Gabel en très bonne position sur l'échiquier musical konpa direk- prestation virtuelle

que même des groupes inconnus, méconnus, (underground bands) ont la prétention d'occuper l'espace. Il faut signaler que des groupes et solo-artistes, dont le requiem symbolique a été chanté, sont ressuscités aujourd'hui pour présenter de telles performances.

Il y a un fait qui mérite d'être signalé. Tous les groupes musicaux sont en retard de phase. Ils font aujourd'hui ce qu'ils auraient dû faire il y a de cela cinq ou six ans: présenter des spectacles et des concerts au lieu d'animer des soirées dansantes chaque weekend. Je l'ai signalé dans plusieurs de mes articles. Le konpa dirèk a été créé pour être une musique de danse. Il est aujourd'hui dénaturé depuis l'invention des téléphones portables et des tablettes. Tout le monde devient photographes, vidéographes aux soirées animées par les orchestres. Ils le font pour afficher les vidéos sur YouTube, et cela à des fins pécuniaires. Les gens ne dansent plus aux bals et les groupes musicaux n'ont pas compris le message. L'espace de danse deux carreaux est devenu désuet.

Les fêtards avaient plutôt besoin de bonnes chorégraphies, de spectacles plaisants, ce que les groupes musicaux n'ont pas su comprendre. *Ki moun k ap panse* pou yo? Aujourd'hui, les orchestres haïtiens utilisent la technologie à leur avantage, créant une section VIP virtuelle, où les gens sont à la maison assistant au spectacle en personne — live. On les montre sur ZOOM de temps en

fait pour rien. Ces gens envoient leur support par Cashapp, Zelle, Pay Pal, Interact, Moncash, rien que pour se faire présenter à l'écran. Certains s'exhibent même consommant des boissons, telles que Cognac Rémy Martin V.S.O.P, bouteilles de champagne de la marque André ou de meilleures qualités, comme Moët ou

C'est une façon de satisfaire leur désir et d'alléger les effets négatifs du confinement. Cette initiative apporte un soutien aux groupes musicaux qui encourent des dépenses pour réaliser la mise en scène des performances vivantes — live. Malheureusement, ils sont souvent déficitaires, les recettes se trouvant nettement inférieures par rapport aux dépenses. Malgré tout, certaines formations musicales laissent croire qu'elles ont fait bonnes recettes. Quelques vantards vont jusqu'à parler de recettes de l'ordre de USD 45 000 \$ et même de 75 000 \$ de leurs groupes. Ô monde imaginaire, suspends la fantaronnade ! Les responsables des formations musicales, les vidéographes, les stations de télévision locale, les animateurs assurant les reportages en direct, déclarent-ils l'argent reçu des contribuables au fisc américain, l'IRS, et à la Direction générale des impôts (en Haïti), après avoir fait de telles déclarations?

Dans ce même ordre d'idées, s'annonce une polémique aussi dans le giron des animateurs

Suite en page 12

# Kreyòl-

#### **GRENN PWONMENNEN**

# « Revolisyon George Floyd » la touche Ayiti, pandan l ap layite kòl toupatou

Nou pa konn si gen lòt mounn ki vin di sa apre, men se la, nan jounal sa a, nou te tande pawòl «**Revolisyon George Floyd** » la, pou esplike sa nou wè k ap pase nan peyi Etazini ak anpil lòt kote nan lemonn depi dat 25 me a, lè youn polisye blan te touye youn sitwayen nNwa ameriken devan tout mounn. Men 1 nan pòch li, jenou 1 sou kou malere a, li lage tout pwa kò 1 sou mesye a ki t ap

pandemi. Kivedi « **Revolisyon George Floyd** » la pran devan, nan 3 semèn sèlman. Sa se gwo zafè!

Menm ann Ayiti, kote otorite lakay yo pa di anyen anfavè mouvman Black Lives Matter (Lavi Nwa konte) ki deklanche tout bon, gen sitwayen ki pran responsablite yo sou kesyon an. Se konsa, nan madi 9 jen ki sot pase a, youn gwoup ki te gen plis



Prezidan ameriken an Donal Twomp

rele anmwey « **I can't breathe** » (**Mwen pa ka respire**). Apre prèske 9 minit konsa, presizeman 8 minit 46 segonn, **Jòj** pèdi konesans, li tou mouri.

Se pa premye fwa nou tande Lapolis fiziye Nwa nan peyi Etazini pou anyen, epi otorite yo pa di anyen. Men fwa sa a, polisye Blan sa a, Derek Chauvin, toufe George Floyd, devan tout mounn byen aklè. Video a gentan fè « *le tour du monde* », jan yo di an franse, dè milye de fwa. Epi se konsa, lemonn antye vin revòlte. Mounn tout koulè, tout klas, sitwayen òdinè, menm gwo chèf, leve kanpe pou di fòk sa chanje.

Vrèman, se youn revolisyon k ap dewoule devan je nou a youn vitès nou pa t espere. Men nou konprann sa, paske avèk teknoloji modèn ak entènèt la, ki pèmèt rezo sosyo yo pouse tankou zèb, vin mete sou telefòn, radyo, televiayon, jounal, elatriye, se nan mwens de 24-è ke nouvèl la te blayi toupatou nan lemonn. Epi, nan mwens de 3 semèn, youn mouvman entènasyonal anvayi toupatou. Sa gaye pi vit pase Coronavirus la, osnon COVID-19, ki te kòmanse fè dega nan peyi Lachin petèt younn ou 2 mwa anvan otorite chinwa yo te deklare youn epidemi nan mitan mwa desanm ane pase a. Kòm nou konnen sa te pran plis pase 2 mwa pou epidemi an te blayi toupatou nan lemonn, jouk pou l vin youn

pase 100 mounn te pran lari nan Jakmèl ak pankat yo, gwo bandwòl epi youn sèkèy ki t ap balanse anlè ak gwo siy rasis make sou li. Bandwòl ak pankat yo gen mesaj solidarite Ayisyen bay Ameriken Nwa ki gen lontan y ap sibi tout klas avani nan men Blan rasis ki pa janm fin aksepte ke lesklavaj fini depi 1865.

Antouka, gen youn video deyò a sou jan bagay yo te dewoule nan Jakmèl. Nou remèsye jounalis Josué Adonis, ki nan Global Media, ki te fé youn repòtay sou sa e ki te anrejistre vwa youn jèn lidè ki te pale pou sitwayen Jakmèl ak pou pèp ayisyen an. Se Michel Darcis, ki di nou pa ka janm bliye Aiti se «Manman Libète » pou jan zansèt nou yo te leve kanpe pou kwape Blan rasis nan peyi Dayiti, ki te te vin ak youn bann Nwa sot ann Afrik vin fè yo travay kòm esklav pou anrirchi Blan nan peyi Ewòp yo. Li denonse ti ekip k ap boule ak prezidan Jovnèl Moyiz ki anchaj « youn gouvènman restavèk ». Se sa k fè li pa di « youn grenn mo pou denonse zak ansasinay kont sitwayen Nwa ameriken an » epi pote solidarite pèp ayisyen an bay Nwa k ap tonbe anba bal rasis yo. Sa se gwo akizasyon, men ki se bon jan verite

Jèn Michel Darcis, di : «Pèp Ayisyen pa ka respire tou, menm jan ak George Floyd, anba bidjè kriminèl Jovnèl la. Li pa ka respire anba vòl lajan PetwoKaribe a. Non, nou pa ka rete endiferan devan sa rasis yo ap fè a, paske Ayiti se Manman Libète ».

Se poutèt sa, li di yo pran lari a, pou montre ke Ayiti ap kanpe kont rasis yo k ap touye Nwa e k ap fè diskriminasyon kont yo. Yo pa t rete nan pale ase. Kòm mwen deja di, gwo bandwòl yo te gen mesaj byen klè make sou yo. Epi yo pa t manke imajinasyon. Y al fini manifestasyon an nan simityè Jakmèl la, nan youn aksyon ki gem youn pakèt senbòl. Yo antere sèkèy rasis ak diskriminasyon an nan simityè a, san yo pa di « Paix à son âme! » Kivedi se tou drèt nan lanfè pou tout rasis avèk sa yo k ap ba yo sipò. Mèt pawòl, ranmase pawòl ou!

Men se nan peyi isit Ozetazini, « Revolisyon George Floyd» la ap fè ravaj nan kan rasis la. Gen youn bagay ki pase nan samdi ki sot pase a, nan dat 20 jen an, ki montre ke enfliyans Jòj kòmanse bay traka nan zafè politik. Pou mounn k ap suiv kesyon eleksyon pou prezidan nan peyi Etazini, eleksyon ki pwograme pou fèt nan dat 3 novanm k ap vini an, yo t ap tann pou wè kijan bagay yo te pral pase samdi a nan gwo miting ki t ap fèt pou relanse kanpay elekoral prezidan Donald *Trump*, ki t oblije fè youn kanpe depi mwa d mas, akòz COVID-19 la..

Selon sa prezidan an te di ak pwòp bouch li pa t ap gen youn plas vid nan gwo stad nan lavil *Tulsa*, nan eta *Oklahoma*, kote miting nan t ap fèt la. Stad la, ki rele *Bank of Oklahoma (BOK) Center*, kapab pran 19 mil 200 (19 200) mounn. Epi depi youn semèn davans, prezidan Twonp te di ke gen plis pase youn milyon (1 000 000) mounn k ap mande tikè pou yo vin wè l premye fwa l ap pran lari pou fè kanpay depi 3 mwa a.

Enben, nan samdi a, Depatman Ponpye lavil Tulsa a, te di se sèlman 6 mil 200 (6 200) mounn ki te nan stad la, sètadi youn tyè nan mounn ekip prezidan an t ap tann. Pi bèl bagay toujou, yo te gentan bati youn gwo espas andeyò stad la, tankou youn kokennchenn tonnèl, kote pou yo te resevwa kantite lòt mounn ki pa t ap jwenn plas anndan stad la. Aladènyè minit, yo t oblije kouri demonte sa byen vit pou jounalis pa t gentan pran foto pou montre kijan 1 te vid. Sa se youn gwo leson pou bann djòlè yo. Men kijan sa fè rive yo?

An kreyòl, nou di « *Byen konte mal kalkile* ». Gen youn gwoup ki travay ak tinedjè, kivedi jèn ant 13 a 19 an, ki sanble ba yo youn move kou. Se 2 gwoup ki fè travay la. Younn rele *TikTok* e lòt la se *K-Pop*. Se ekspè nan operayon sou entènèt. Se yo k te ranje pou fè manm òganizasyon yo rele biwo kanpay prezidan an ankantite pou mande tikè. Nou pa konn si yo te rive fè youn milyon nan

manm yo rele. Men te gen ase ladan yo ki te rele ki fè prezidan an tap fè djòlè ak chif youn milyon an. Baze sou sa, mounn anchay kanpay la te di menm san mil (100 000) mounn te ka

tou », « Mwen pa ka respire ».

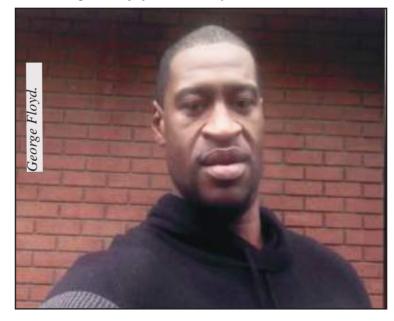
Vwala ke se mounn sa yo ki gen tèlman pouvwa depi ansasinay **George Floyd** la, k ap dewoute ekip prezidan Twonp la ki fè bèkatè nan *Tulsa*, nan menm



Keyleigh McEnany, potpawol prezidan Twomp.

debake sou yo pou premye reyinyon prezidan an apre 3 mwa. Pami politisyen ki te travay ak jèn ti mesye dam *TikTok* ak *K-Pop* yo, gen depite demokrat Nouyòk la, *Alexandria Ocasio-Cortez*, ki te bat bravo pou tinedjè yo.

vil sa a, kote Blan rasis te fè youn masak mounnn nan youn zòn lavil la ki rele *Greenwood*. Se plis pase 300 mounn rasis yo te touye, mete dife nan biznis yo te genyen, gwo zafè nèt, ke yo te bay zòn nan non *Black Wall* 



La tou, mounn nan ekip prezidan an di se youn batay y ap mennen kont « La gauche », ki soti pou detui peyi a. Paske depite Ocasio-Cortez, ki gen 30 an, pi jèn nan Chanm depite a, pa janm kache ke li agoch nan pozisyon politik li. Kanta pou 2èm pitit gason prezidan an, ki rele Eric *Trump*, ki gen 36 zan, msye di de bagay li pral regrèt pi devan. Pandan li t ap pale anvan papa l te pran mikwo a nan *Tulsa* nan samdi swa a, msye deklare ke mounn Black Lives Mater yo se youn bann « zannimo k ap pran kontwòl vil nou vo ». Li menm ak asosye l yo p ap kite sa fèt. Fò m di nou ke a youn bèl distans ak zòn kote miting prezidan an t ap fèt la, manifestasyon Black Lives **Matter** t ap voye slogan monte : « No Justice No Peace », « White Silence is Violence », « I can't breathe » ( « Pa gen jistis pa ka gen lapè », « Blan ki fèmen bouch yo nan vyolans

Street, kivedi òm dafè nwa lè sa a t ap byen mennen. Ki dat sa te fèt ? 31 me ak premye jen 1821, sa fè egzakteman 99 lane. Epi se la prezidan Twonp deside pou 1 lanse kanpay li.

Okontrè, se nan vandredi menm, 19 jen, fêt *Juneteenth* li te sanse fè miting nan. Sa se dat Nwa nan peyi Etazini fete lafen esklavaj, selon deklarasyon ki te fèt nan dat 19 ien 1865 pou pwoklame libète tout esklav nan Texas. Tandiske se depi premye janvye 1863 ke prezidan Abraham Lin*coln* te pwoklame sa yo rele « *The* Emancipation », kivedi tout esklav te lib depi dat sa a. Men li te pran 2 lòt lane anvan nouvèl la t al gaye nan Texas e lòt kote nan Sid la. Se poutèt sa, se 19 jen ke Nwa ameriken chwzi pou fete endepandans yo et yo rele 1 June-

Donk, jan bagay yo t ap fèt

Ale nan paj 12



# HAPPENINGS!

Continued from page 1

name from its bald-headed creator, Michel Joseph Martelly.

When Martelly assumed the presidency, in May 2011, the gourde was exchanged at 40 to one dollar, already fetching far bellow its original value of five (5) gourdes to one dollar, which was abandoned in 1989. As it is, during nine years, not a decade yet, of shenanigans by the "Bald Headed," scoundrels, the gourde has lost 300% of its value.

One could say that there has been a sort of conspiracy against Haiti's economy to which various individuals played their part in its dismantling, with horrendously negative effect on the gourde. President Bill Clinton helped in crushing rice production in Haiti to make way for cheap rice from Arkansas farmers who flooded Haiti with their federally subsidized product. As is known, rice is basic for Haitian cuisine. In his own way, President Jean-Bertrand Aristide, during his golden exile in Washington, did his part when, at his behest the Clinton administration declared an embargo on Haiti which lasted more than two years. That hacks back to the first embargo imposed on Haiti by former colonial master France with its allies, including the new U.S. nation, to punish the former slaves for the effrontery in defeating their slave masters. Think about it!

Anyway, by 2004, when Mr. Aristide was again ousted from office, the exchange rate was already 37 gourdes to \$1, more than doubling the 17 gourdes for \$1 in 2001, the year the priest-president was elected for a second term. The gourde, more or less remained stable, adding only three more gourdes, to be at 40 to \$1 when Martelly came in in 2011, as stated above. Then the decline began in earnest until today we are at the 120 to \$1. Other than the sapping of the country's economy by outside forces, among the factors accounting for the steep decline of the Haitian currency is dependence of the country for more than 60% of consumption, mostly imoorts from the Dominican Republic and the United States.

While the average Joe Citizen suffers from the decline of the gourde, which has fueled inflation to more than 20%, the top officials who caused Haiti's economic decline have no worries, because they fattened their bank accounts from the \$4.2 billion PetroCaribe Fund in which they dipped in from 2008 to 2017, while giving no accounting. In addition, current President Jovenel Moïse is playing protector of those who benefitted from the

heist, including himself, because two of his companies got their share of the Venezuelan largesse via fuel products sold to Haiti at cut-rate prices. Since "democracy" replaced the kleptocratic dictatorship in 1986, Haiti has seen a



Luis Almagro, Jovenel Mise's boss at the OAS; will he be able to make the February 7, 2022 stick?

new crop of millionaires, including Jean-Bertrand Aristide, the so-called "priest of the shanty-towns," now listed in the register of Haiti's top millionaires and possessing the wherewithal to show it. How did he make his millions? From Teleco under the table deals and other nefarious activities. How criminal of them all who used their positions of power to enrich themselves at the expense of a poverty-stricken nation!

\*Following are some financial tidbits that escaped our attention while we had focused on COVID-19 since March and on the "I can't breathe Floyd Revolution" which began after the broad daylight murder of a Black man by a White policeman, in Minneapolis, Minn., on May 25, while three of his colleagues amusingly looked on.

\*A budget was finally disclosed by the Haitian government on June 5, the first since the last one on January 2019, which was sent back to the Executive by then Lower House President Gary Bodeau, declaring it unacceptable as it was. Since then the mandate of the full House of Deputies has elapsed and President Jovenel Moïse illegally dismissed 10 Senators, whereupon he gloated, stating, "I acknowledge the dysfunction of Parliament."

Ruling by decree, he does as he pleases and probably won't present the 2020-2021 budget on June 30, as constitutionally mandated. We see no use in analyzing the 198.7 billion-gourde document, declared "the Jovenel criminal budget," by Micheel Darcis, a young leader in Jacmel on June 9 during a pro-Black Lives Matter demonstration in the capital of Haiti's southeastern department.

It's worth noting, however, that the budget of the Government Auditing agency, La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (French acronym CSC/CA) has been reduced 53.88%, to 758 million gourdes, from 1.6 billion, according to Frédéric Thomas, in an analysis, June 19. Moreover, he says the budget of the General Inspector of Finances was also reduced by 5.78%. Obviously, those constitutionally mandated to oversee public financing are being hamstrung by the Moïse administration.

Undoubtedly, Moïse is still fuming from information in the third report on PetroCaribe, published last May by the CSC/CA, which found that President Moïse's firms Agritrans and Betexts had used an "embezzlement scheme" in fraudulently getting money from the Petro-Caribe Fund.

Mr. Thomas also notes that another sector on the chopping block was Health, which, in the 2014 budget got 16.6%, then putting it at a level higher than what was being spent for health in other parts of the Caribbean. In the 2017-2018 budget, Jovenel Moïse's first budget, it was reduced to 4.3%, some 26% below the average regional standing. The current budget follows the same logic of that 2017-2018 budget which was the only budget Mr. Moïse has presented during his 40 months in power – until this latest one, which was only a slight revision of the former.

#### \*Meanwhile, in its 2020 "Fiscal Transparency Report," about several countries, the U.S. State Department target, Haiti, the "Summary" of which we present below:

"As the government was in caretaker status for nine of the 12 months of the review period, there were no budget documents. Information on debt obligations was publicly available. In the past, publicly available budget documents did not provide a substantially complete picture of the government's planned expenditures and revenue streams, including natural resource revenues.

"The budged did not provide sufficient detail for each ministry or agency and did not include allocations to and earnings from state-owned enterprises. The government maintained off-budget accounts that were not subject to the same oversight and audit as other expenditures. Its military budget was not subject to civilian oversight. Haiti's supreme audit institution partially reviewed the government's accounts, but it did

not make its report publicly available within a reasonable period.

"Two criteria and procedures by which the national government awards contracts or licenses for natural resource extraction were specified in law and decree. The government did not appear to follow contracting laws and regulations in practice. Basic informa-



Helen La Lime, the other Jovenel Moise's boss from the UN; will she succeed in keeping him in office beyond February 7, 2021?

tion on natural resource extraction awards was only sporadically publicly available."

#### In addition, the Report makes these recommendations:

"Haiti's fiscal transparency would be improved by: publishing budget documents within a reasonable period of time, publishing greater detail on revenue sources and types, as well as expenditures by ministry, providing more detail on allocations to and earnings from state-owned enterprises, subjecting its military budget to civilian oversight, ensuring adequate audit and oversight for offbudget accounts, improving the reliability of budget documents by producing and publishing a supplemental budget when actual revenues and expenditures do not correspond to those in the enacted budget, ensuring the supreme audit institution audits the government's accounts and publishes the resulting audit reports, consistently adhering to laws and regulations for contracting and licensing in natural recourage autraction

ernments, which failed to meet "the minimum requirements of Fiscal Transparency." Statement taken from the Report itself, which is quite voluminous. Yet, feeling himself secure, President Moïse has been very confrontational with his critiques in Haiti, no doubt because he's been anointed by the Secretary General of the Organization of American States, Luis Almagro, to remain in power until February 7, 2022, in violation of the Haitian Constitution which limits his mandate to until February 2021.

Thus, Mr. Moïse asserts that he will remain in power that extra year. Forget eminent voices in Haiti that have denounced his grab for power, including several Constitutional experts, among them Mrs. Mirlande Hyppolite Manigat, Chairwoman emeritus of the Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (acronym RDNP), or Assembly of National Progressive Democrats, the party founded by the late Professor Leslie Manigat. The latter was president for four months (February-June 1988), before being ousted by the military who had engineered his election in February 1988, following the first post-dictatorship democratic presidential election of November 29.1987 marred in blood by the same military.

\*And the Haiti crisis reached the Security Council of the United Nations once more last Friday, June 19. Helen La Lime, who heads BINUH, French acronym for UN Integrated Office in Haiti, addressed the body, asserting that "constitutional reform" is paramount to "break the cycle [of violence] and create the characteristics for the country to thrive."

However, who will undertake that reform? Certainly, Haitians of all persuasions, except the partisans of the hotly contested government, won't accept any "constitutional reform" undertaken by Jovenel Moïse, ruling while indicted for money laundering and

#### TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

#### 460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

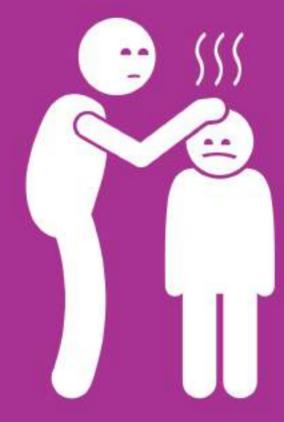
516-489-5925

#### **CLOSED ON MONDAYS**

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm Friday 10:00 am - 10:00 pm Saturday 10:00 am - 10:00 pm Sunday 10:00 am - 5:00 pm



Sendwòn milti-anflamatwa lakay timoun nan (multisystem inflammatory syndrome in children, MIS-C) se yon nouvo pwoblèm sante ki asosye avèk COVID-19.



#### Chèche swen SI PITIT OU A GEN YON LAFYÈV KI REFIZE ALE PLIS NENPÒT NAN SENTÒM SILA YO:

- Akaryasite oswa mwens aktivite
- ► Malvant, dyare, oswa vomisman
- Azoumounou, oswa je wouj oswa wòz
- ▶ Pobouch wouj, fann oswa douk sou lang nan
- Men oswa pye anfle
- Mank apeti
- Gratèl



Pou plis enfòmasyon, rele 311 oswa ale sou nyc.gov/coronavirus.





# PLIS LAJAN POU LEKOL YO? RANPLI RESANSMAN AN.

My2020census.gov

Pa gen OKENN kesyon sou imigrasyon oswa sitwayènte





# ÉDITORIAL Jovenel Moïse : Mise en scène pour un scrutin fait sur mesure

onobstant les dénonciations des actes anti constitutionnels qui se multiplient à longueur de journée, ainsi que les mises en garde rappelant ses limites constitutionnelles à Jovenel Moïse, il continue de foncer, tête baissée, dans ses dérives. Mettant le cap sur la tenue des élections, avant la fin de l'année 2020, les événements enregistrés, ces derniers jours, ne laissent aucun doute, quant à son objectif: organiser des élections faites sur mesure, pour lui-même ou son dauphin qu'il reste à identifier. Tout cela en vue de remettre les clés du Palais national à un autre représentant authentique du PHTK.

Il n'est un secret pour personne que le chef de l'État, dont le départ a été, plus d'une fois — mais surtout durant la mobilisation « pays lock » —, exigé, à cor et à cri, par des millions de manifestants descendus dans les rues de la capitale et des villes de province, n'a plus une once de crédibilité pour rester au pouvoir jusqu'au 7 février 2021. Ce qui met en évidence l'affrontement qui se profile à l'horizon, au fur et à mesure que s'approche la date constitutionnelle de la remise du pouvoir par Jovenel Moïse. Point n'est besoin de réitérer le sentiment de dégoût ressenti par le peuple haïtien face aux démarches de ce dernier visant à rassurer sa famille politique que tout sera mis en œuvre pour que la date de son départ constitutionnel ne soit le jour de la grande débâcle des PHTKistes et lui-même se bousculant pour esquiver leur rendezvous avec la justice.

En effet, des choses bizarres se passent en Haïti. Même à l'heure du coronavirus, le chef de l'État et ses conseillers ne se gênent pas de soumettre le pays tout entier au régime du confinement et de la distanciation sociale, des mesures qui s'appliquent aux autres et non à eux. Car dans le cadre des opérations visant la mise en place des moyens de préparer la tenue d'un scrutin fait sur mesure, le protocole de gestion de la pandémie ne doit nullement concerner les démarches électoralistes. Il importe de surveiller de près les moindres faits et gestes de Jovenel Moïse et de ses alliés politiques, à quelque niveau qu'ils appartiennent dans la hiérarchie PHTKiste.

On connaît fort bien les bonnes relations, voire le partenariat criminel qui existe entre le régime dirigé par Jovenel Moïse et les gangs armés, qu'il instrumentalise systématiquement à des fins politiques, histoire de maintenir le PHTK au pouvoir pour les cinquante prochaines années, tel que l'avait révélé l'ex-Premier ministre Jack Guy Lafontant. À cet égard, prenons à témoin l'avocat André Miche, leader du secteur démocratique et populaire, dénonçant la mise sur pied d'une fédération de bandits armés, qui font la pluie et le beau temps dans les bidonvilles de la capitale. Il s'agit d'une alliance de criminels embrigadés au sein d'un groupe de malfaiteurs, à l'initiative de Jimmy Chérizier, alias Barbecue, l'instigateur du massacre d'État de La Saline, ou encore de celui du Bel-Air et de Carrefour-Feuilles, en sus d'autres carnages du même genre perpétrés ailleurs à la capitale haïtienne, dans les bidonvilles, et même en provinces.

Rappelons que ce même Chérizier, qui fait l'objet d'un avis de recherche datant de l'année dernière, ajouté aux déclarations du ministre de la Justice et du commissaire du gouvernement relançant l'ordre de son arrestation, il y a à peine un mois, ne fait rien pour se mettre à couvert. D'ailleurs, a-t-il rétorqué, « s'ils en ont l'audace qu'ils viennent m'arrêter » . Au fait, a dénoncé Me Michel, « (...) La rencontre, suivie du déploiement des chefs de gang proches du pouvoir politique en place dans le quartier de Grand Ravine (Martissant), en plein cœur de la capitale, le dimanche 21 juin 2020, au vu et au sus de tous, sans être inquiétés, est la preuve irréfutable qu'aucune élection n'est possible avec Jovenel Moïse au pou-

En guise de parade militaire, ces bandits de *Gran Ravin* ont défilé dans les rues de ce bidonville avec Jimmy Chérizier à leur tête. Quel témoignage plus éloquent pour démontrer que ces criminels sont embrigadés dans la milice privée de Jovenel Moïse, dont la mission consiste à terroriser la population, particulièrement dans le cadre des élections que ce dernier croit pouvoir imposer à la nation ?

De toute évidence, Chérizier a mené ces dernières activités à *Gran Ravin*, dimanche dernier, avec la bénédiction du chef de l'État ne s'imposant plus aucune retenue dans ses relations avec les criminels. Les dénonciations dont il est constamment l'objet, tant dans la presse qu'au niveau des secteurs politiques, et même des cris de révulsion soulevés dans les différentes couches de la société, n'ont pas eu la vertu de le porter à changer son fusil d'épaule. Puisque, le cap bien fixé sur des élec-

tions frauduleuses, dont il fait son apanage, M. Moïse persiste, sans désemparer, à multiplier les démarches qui, selon lui et ses proches collaborateurs, permettront d'assurer la « *victoire* » aux urnes du candidat à la présidence du parti présidentiel. Aussi bien d'octroyer à la formation *Tèt Kale* la majorité des sièges, tant au Parlement que dans les assemblées locales.

Quand on parle des démarches de Jovenel Moïse pour consolider l'emprise du PHTK sur le pouvoir, un autre fait est encore à signaler. Nous faisons référence à la saisie d'un container rempli d'armes de gros calibres et d'une importante cargaison de munitions au port privé de Lafiteau. Le plus grand mystère continue d'entourer ces marchandises illicites. Si les douaniers se sont bien acquittés de leur tâche en signalant la présence de ces armes aux autorités judiciaires, après les avoir interceptées, ces dernières ne semblent pas vouloir encore afficher la volonté de poursuivre le cas jusqu'à sa conclusion finale. Car, bien que la personne à qui est adressé le container soit connue et son adresse identifiée, le dossier reste encore dans les limbes.

Selon toute vraisemblance, suite aux informations ayant cours à cette cargaison, les armes n'ont pas été commandées pour le compte de la Police nationale. Dans la mesure où le gouvernement a le monopole de l'importation de tels engins, il faut croire que les propriétaires du container d'armes et de munitions sont des proches du Palais national s'acharnant, lui, à cacher leur identité. Telle est, dans le passé, la manière dont ont été gérés les dossiers relatifs aux commandes d'armes et de munitions effectuées de manière illégale, pour être distribuées aux gangs commandités par le pouvoir en place.

En attendant que l'affaire des armes et de munitions interceptées au port de Lafiteau soit tirée au clair, il faut insister pour que les autorités disent la vérité, toute la vérité, par rapport aux vrais propriétaires de ces marchandises. Mais plus important encore, à qui elles sont destinées. Car on ne serait pas trop loin de la vérité de dénoncer le Palais national comme étant à l'origine de ces commandes.

Il faut craindre aussi que, avec ces criminels, au Palais national et ailleurs, au sein de l'administration publique, les personnes identifiées comme étant les importateurs de ces marchandises, notamment Katia Louis, soient de mèche avec les dirigeants. Rappelons que celle-ci était présente, à la Douane, au moment de l'inspection du container, mais elle a pu se dérober sans laisser de traces. Cette crainte se justifie par le fait de l'assassinat du substitut du commissaire du gouvernement Fritz Gérard Cérisier qu'on prétend être lié à l'affaire d'armes interceptées à Lafiteau.

Dans ce même ordre d'idées, signalons également un incident survenu le week-end écoulé, à Thomassin, non loin de la résidence privée du président. Une tentative d'assassinat avait eu lieu dans une maison privée par deux hommes armés non identifiés, dont l'un d'entre eux a logé un projectile dans la tête du propriétaire. Mais ce dernier a eu le temps de prendre son courage à deux mains pour riposter, assenant un coup de bâton à la tête d'un des assaillants qui rendit l'âme, dit-on, sur le champ. Des informateurs requérant l'anonymat laissent croire que, au moins un membre de cette famille, serait lié à la cargaison d'armes.

Il est possible que, dans la mesure où se confirme le rôle du gouvernement PHTKiste, dirigé par Jovenel Moïse, dans la commande de ce container d'armes, les dessous de cette affaire restent à jamais inconnues. Mais rien ne devrait éloigner l'attention du peuple haïtien des stratégies mises en place par le chef de l'État et son équipe pour concrétiser son projet d'élections faites sur mesure. Car ce coup ne doit pas passer!

HAITI Haiti-Observateur P.O. Box 356237 OBSERVATEUR Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820 SUBSCRIPTION FORM Halff-Cloverygrean 9.0. Average autor brown. Senter etuge ener management. Feath 181, (1919) 253-3744 au (2019) 223-3784 AFRIQUE ET ASIE CANADA CARAIBE ET AMÉRIQUE EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service special est assure a parti de Parie. Enforces dell s'adreser à: terre Cheuric Valence. 1336 Avenue notification, or fit April 44 93310 GP N4 87 Genoral Problem Tot. 133-1143-63-26-10 Natioe/Notio Acticlic sess/Actroscop State/Etal City/ville Zip Codes softenske Rekaktenat



# Jovenel Moise: Preparing to stage a tailor-made ballot

espite numerous denunciations of Jovenel Moïse's anti-constitutional acts and of warnings reminding him of his constitutional limits, he continues unabated into his excesses. While he prepares seemingly to hold elections before the end of the year, the events of the last few days leave no doubt as to his objective: organize tailor-made elections for himself or his heir, yet to be identified. All this, so the keys of the National Palace may be handed to another authentic representative of the ruling PHTK party, the "Bald Headed" political organization that bears the name of its creator, the bald-headed Michel Joseph Martelly.

It's no secret that the Haitian people have insisted on the resignation of the Head of State, especially during the "country lock" mobilization of last year. Millions of demonstrators, both in the capital of Port-au-Prince and in other cities and towns have expressed themselves clearly. He doesn't have an ounce of credibility to remain in power until February 7, 2021. As the situation is unfolding, a major confrontation looms on the horizon as the constitutional date for Mr. Moïse's departure approaches.

There's no need to reiterate the feeling of disgust felt by the majority of the Haitian people toward the president who's doing the outmost to reassure his political family that everything will be done to prevent a major debacle on the date of his constitutional departure. The leading members of the PHTK must dodge their rendezvous with justice. Thus, the plan of the Head of State to install a trusted puppet in his place at the National Palace.

In the process, strange things are happening in Haiti. In these uncertain coronavirus times, the president and his advisers don't hesitate to subject the entire country to the regime of confinement and social distancing. But the measures apply only to others, not to themselves. They're managing the pandemic in a way not to affect the tailor-made election they're preparing. In that light, there should be close monitoring of every move made by Mr. Moïse and his political allies at whatever level of the PHTK hierarchy.

We are well aware of the good relations, indeed the criminal partnership existing between the regime led by Jovenel Moïse and the armed gangs, which he systematically uses for polit-

ical purposes. After all, as previously stated by former Prime Minister Jack Guy Lafontant, the PHTK is in power for 50 years.

In this regard, we call on a credible witness, the lawyer André Michel to explain what he has observed. As is known, he's the leader of the democratic and popular sector of the opposition. He has denounced the establishment of a federation of armed bandits, who have caused terror in the slums of Haiti's capital. That alliance of criminals has joined forces at the initiative of Jimmy Chérizier, alias Barbecue, the instigator of the La Saline, State-ordered, massacre. Also, of the killings perpetrated at Bel-Air, Carrefour-Feuilles and at other poor neighborhoods around Port-au-Prince.

To be noted, this is the same Chérizier/Barbecue who has a wanted Police warrant against him since last year. Then, recently the Minister of Justice and a commissioner announced that the order for his arrest should be enforced. Nonetheless, the infamous killer has done nothing to take cover. In fact, he's said publicly, "If they can, let them come to arrest me.". By the way, Mr. Michel denounced, "... the meeting, followed by the deployment of gang leaders close to the political power in place, in the Grand Ravine district (Martissant), in the heart of the capital, on Sunday, June 21, 2020. All this happened in full view of all, without being disturbed. Isn't that irrefutable proof that no election is possible with Jovenel Moïse in power?"

Staging a sort of military parade, the bandits from Grand Ravine marched through the streets of that shanty-town with Jimmy Chérizier in the lead. What more eloquent testimony could there be to show that these criminals are enlisted in Jovenel Moïse's private militia, whose mission is to terrorize the population. Clearly, Barbecue had the blessing of the Head of State to carry out the Sunday activities in Grand Ravine. Jovenel Moïse no longer hides his relations to the criminals.

He thumbs his nose at those who denounce him constantly, whether in the press, or by political leaders representing several sectors. Cries of revulsion rising up from various strata of society haven't had any effect on him, inducing a positive change. The course having been set to stage fraudulent elections, Mr. Moïse persists in multiplying steps which, according to him and his close collaborators, will ensure

"victory" at the ballot box of the presidential candidate of their party. Also, the "Bald Headed" clique should be granted a majority of seats both in Parliament and local assemblies.

Speaking about steps taken by Jovenel Moïse to consolidate PHTK's hold on power, another fact should be brought to light. We refer to the seizure, at the private port of Lafiteau, of a container full of high-caliber weapons and a large shipment of ammunition. The greatest mystery continues to surround these illicit goods. While, on intercepting them, the customs officers dutifully reported the presence of these weapons to the judicial authorities, the latter have shown no willingness to pursue the case to its logical conclusion. For, although the person to whom the container is shipped, with address identified, the case is still in limbo.

It has been ascertained that the arm shipment wasn't ordered for or by the National Police. Given that the Government has a monopoly on the import of such devices, one must believe that the owners of the container of arms and ammunition are close to the National Palace. Thus, the concealment of their identity. That's no departure from past practice when the authorities have ordered arms and ammunition destined for gangs sponsored by the ruling power.

The case of the arms and ammunition intercepted at the Lafiteau port must be cleared up, but soon. The authorities must tell the truth, the whole truth, about the real owners of those goods. More importantly, to whom are they destined. Until further clarification, it's not far-fetched to say that the National Palace is the source of the orders.

Considering that the criminals at the National Palace and elsewhere within the public administration hide behind certain people to carry out their operations, it wouldn't be unusual that those identified as the importers of the goods, notably Katia Louis, are conspiring with top leaders. Being present at customs when the container was inspected, Ms. Louis has since disappeared without leaving a trace. Also, part of the puzzle is the assassination of Government Deputy Commissioner Fritz Gérard Cérisier, who is allegedly linked to the case of the weapons intercepted at Lafiteau, a crime under Police investigation.

In the same vein, we'll mention an incident which occurred last weekend in Thomassin, not far from the president's private residence. An assassination attempt of someone at a private residence by two unidentified armed men failed, though a projectile hit the owner of the residence in the head. But he retaliated in time, striking one of the assailants in the head with a heavy baton, instantly killing him. Informants requesting anonymity suggest that at least one member in the targeted family may be linked to the container of weapons.

To the extent that the ruling PHTK government headed by Jovenel Moïse may play a role in ordering the container of weapons and ammunition, whether confirmed or not, the details about this case will remain forever sealed. Nevertheless, nothing should distract the attention of the Haitian people from the strategies that have been put in place by the Head of State and his team of assassins to implement his plan for tailor-made elections. This coup must not succeed!



# Kreyòl-

Soti nan paj 6

pou relanse kanpay prezidan Twonp la, gen anpil move siyal ki te bay, kòmsi l ap di rasis yo ki ta vle retounen ak esklavaj nan peyi isit, « *M avèk nou, menm si m pa ka di l byen*  klè ». Se konsa li vin jwenn ak zo gran ni. Poutan, li pa t ap pran tout wont sa a, si l te koute tout ekspè lasante yo ki te di se pa youn bon bagay pou okenn miting al fèt anndan youn espas fèmen ak tout mounn sa yo, paske se youn fason pou relanse enfeksyon COVID-19 la. Alò, m

konprann poukisa nan diskou prezidan an nan *Tulsa*, li te lage youn pawòl kont ekspè lasante yo. «*Ale dousman sou tèst yo, tanpri. Paske lè n fè plis tèst nou dekouvri plis mounn ki enfekte!* » Ou kwè n tande? Prezidan an vle kache laverite pou politik la ka mache jan l ta vle. San tèst, plis mounn malad ka sikile epi vin nan miting politik li yo. Avèk foul mounn yo, li kapab di, mwen rezoud problèm COVID-19 la, ban m youn manda pou 4 lane ankò!

Mezanmi, koute youn chèf Deta. Ēske l byen nan tèt li ?

Jan sa ye la a, se «**Revolisyon George Floyd** » **la** k ap fè yo depale. Men yo panko wè anyen. Tou sa nou wè e tande k ap pase kounnye a se twòkèt la. Gwo chay la dèyè e se nan dat 3 novanm nan, nan 4 mwa ak kèlke jou, nou pral wè sa byen. Epi Ti Toto di : « *Lefan an ka bat ba devan Bourik la* ». Sa k konprann tou konprann.

Nan lendi, 22 jen an, Kayleigh

McEnany, ki se sekretè pou afè près nan Mezon Blanch, te di : «**Se blage prezidan an t ap blage lè l te di pou y al dousman sou tèst yo** ». Wi, makonmè, menm jan li t ap blage lè l te sijere pou mounn bwè Lysol ak Clorox epi lòt pwodui konsa ke yo itilize pou netwaye kay, menm twalèt, pou detui COVID-19.

Grenn Pwonmennen, 24 jen 2020

# DANS LE MONDE DU DIVERTISSEMENT HAÎTIEN Une stratégie de survie des musiciens du marché konpa dirèk à l'heure du coronavirus

Suite de la page 5

de radios, qui accordent une importance capitale au nombre de visionneurs, c'est à dire combien de gens visionnent leurs vidéos sur Youtube. Tous les groupes musicaux, présentateurs d'émissions musicales ou animateurs de débats espèrent atteindre un million de visionneurs sur YouTube pour recevoir un chèque des responsables de cette plateforme conçue, en vue de la diffusion des vidéos en ligne. Ce n'est pas sans raison qu'on les entend souvent dire : pataje live la, share the live, subscribe.... abone ak kanal sa a. Le confinement dérange et rend nerveux ceux qui ne peuvent s'adapter à cette forme de retraite involontaire, en passe de devenir une nouvelle façon de vivre. Certains animateurs, pris de peur, décident de tirer à boulets rouges sur d'autres présentateurs qui explorent un univers différent des leurs, mais qui accueillent plus de visiteurs qu'eux. La haine, la jalousie et l'hypocrisie sont palpables. Ce marché musical fonctionne vraiment à l'image réelle d'Haïti, qui ne saurait être virtuelle.

#### Les prestations virtuelles live peuvent-elles aider les groupes musicaux à survivre?

On remarque que la distanciation sociale n'est pas respectée dans le circuit musical. Et le port des masques semble ne pas être une consigne légale pour ces musiciens sur scène. Ils négligent de prendre en compte les mots d'ordre relatifs au nombre de gens qui pouvant se rassembler dans un espace. À Montréal, des mesures sont prises contre toutes les personnes et/ou tous les groupes qui violent ces principes. Un musicien d'un groupe musical de cette ville m'a appris et prouvé qu'ils ont écopé d'une amende pour violation de ces

principes susmentionnés. Ces musiciens se trouvaient lors au studio de répétition. Ils ont été dénoncés auprès des autorités par un groupe musical rival de la ville. C'est ce que mes enquêtes ont prouvé. Et les dénonciateurs se réjouissent.

On constate que certains musiciens portent des cache-menton au lieu de cache-nez sur scène, à leurs risques et périls, ignorant peut-être qu'il y a des musiciens du circuit konpa dirèk qui ont contracté le coronavirus. Je me garde de citer leurs noms puisque je n'ai pas l'autorisation légale d'eux ou bien des membres de leur famille. Ils sont plus qu'une quinzaine. La communauté haïtienne d'outre-mer porte le deuil de quelques artistes et de compatriotes atteints du Covid-19. À souligner aussi le fait que les stratèges des groupes musicaux qui s'affichent en live ne réalisent pas une telle réalité. Il s'agit de la redondance des prestations virtuelles, la répétition fréquente des spectacles, de même format, où le même répertoire est offert (*menm ti bagay la*). Elles deviendront monotones dans un futur pas trop lointain. Les raisons sont multiples.

Mais les gens ne pourront pas contribuer toutes les fois que les groupes offrent une performance. L'argent se fait rare (Lajan monte bwa). La section VIP va diminuer graduellement. Il faut que les musiciens diversifient leurs prestations pour capter l'attention des fans. Puisque la créativité est au succès ce que le souffle est à la vie. Il est à signaler le fait que la situation économique des contribuables ne leur permettra pas de soutenir une telle pratique pendant longtemps. Les groupes qui présentent ces genres de spectacles plus fréquemment vont s'anéantir au plus vite. L'approche des spectacles virtuels diffère de l'ambiance des bals en week-end. Les responsables de groupes musicaux et les organisateurs de soirée doivent penser à un plan B dès aujourd'hui.

Le retour dans les boîtes de nuit paraît lointain. Si un groupe musical et un propriétaire de club veulent courir le risque des grands rassemblements en ce moment, ils seront punis conformément à la loi. La vérité blesse. Elle ne peut changer de nature, et cela même après des siècles. Il faut que les choses soient dites sans maquillages et sans détour— pa gen wout pa bwa. Mieux vaut la vérité qui déplaît que le mensonge procurant une joie fictive. Le coronavirus a vraiment déboussolé le monde, incluant le secteur de la musique en général. Les pertes financières sont énormes tandis que les soutiens apportés aux artistes sont insignifiants. Bay piti pa chich, se chich ki pa bay (JRN). Il nous faut une bonne politique cultu-

robertnoel22@yahoo.com

# LA VIE DES NOIRS COMPTE/ BLACK LIVES MATTER Concrete proposals on the question of Blacks, especially in the United States of America

Continued from page 1

with an "ethnic rainbow" of members and supporters. The IAACP advocates, not a movement started by Blacks for Blacks, but a universal movement for the respect of the dignity and fundamental rights of Blacks throughout the world. This universal movement is supported by all ethnicities of an enlightened new generation, which is visibly committed to working alongside blacks for equal treatment in education, health and employment opportunities. Much importance should be given to justice, particularly the suppression of police brutality against minorities, especially in Black communities.

It is worth noting some points that leaders of the Black Lives Matter (BLM) movement and US legislators could address to deter and curb the gross police brutality perpetrated, knowingly and willingly, for too long against the Black man, especially the "African American" of the United States of America. For the time has come to methodically and peacefully dismantle, finally, this disguised and subtly protected apartheid perpetuated by a campaign of polysemic psychological warfare that transcends

generations of racists and fascists in position of power, both in East and West. The Black Lives Matter movement has taken on a global dimension. This requires an organizational structure that is equal to the challenge at hand. Police reform legislation should take into account the following points:

# 1. Automatic pardon and restoration of civil and political rights

This applies to any citizen who has served his sentence and enjoys five (5) years of freedom without a new criminal conviction.

In this regard, these thinly veiled "death sentences" intentionally and knowingly targeting minority groups throughout the world should be abolished: a ploy-concocted perpendicular to the emancipation of the Black man through criminalization as a tool for the suppression of votes, economic regression, family dysfunction and psychosocial destabilization of Black communities. For he who is excluded ad vitam æternam (forever) has nothing left to lose. It is as if a dog trained to destroy its own cage: a situation often classified as fratricidal "Black-on-Black."

It is against this perverse insti-

tutional arrangement that the deep cry emerges for the clear dismantling of an economic, social, political and judicial system aimed at the subtle destruction of Black communities across the globe.

Without tearing down this rotten system, Vice-President Joe Biden won't be able to do anything about it. Even If Barack Obama were to have a thirty-year term, he couldn't have improved the situation of Blacks in the United States, or even throughout the world, without the dismantling process advocated by "Black Lives Matter" and its supporters.

Coming up with a few Black students to add a "little bit of color" on the campuses of the "Ivy League Schools" (Harvard, Princeton, Stanford, Yale, Columbia, MIT and the rest) would no longer hide this profoundly racist education system operating on a double standard. NBA, NFL or MLB billionaires, to avoid an exhaustive list, can no longer hide the "third world" nature of the Black lifestyle in the United States of America.

#### 2. Pension scheme, compensation and immunity

Shooting a Black man, American

style, should have major consequences regarding the victim's family. The guilty police officers, as well as the apartheid regime, will have to assume their responsibilities in such circumstances. Of course, there are other ways of protecting the interests of the police officer, in the absence of immunity, which reinforces deviancy and encourages impunity in a state governed by the rule of law. Any amicable settlement will have to include the sharing of the Police Officer's pensions, as well as a statutory amount corresponding to the extent of the damage caused to the family and community. This amount should be clearly stipulated in the implementing legislation, to avoid corrupting the largely peaceful demonstrations that have taken place in all the major cities of modern societies. It would be anti-American to suggest otherwise. Yes, shooting a Black person, without any justification whatsoever, in the international spotlight and under the conniving gaze of many, is a heinous act that not only traumatizes the Black community, but also encourages the police and other armed persons around the world to do the same or worse.

This intentional and criminal

exploit in this project of global conditioning of the "Black killer" executioners can no longer stand apart from the systemic racism that is widespread from East to West. America can no longer talk about human rights, repressive systems, dictatorships or the exploitation of minority groups in fora of the United Nations. That's over! This "Black" problem must be resolved and systemic racism eradicated before any possible return to the international arena. America has no moral authority to justify war today. Today's America is reduced to a mere nuclear power, nothing more, nothing less. There is no more ideology. The American dream has left the arms of Morpheus. Americans don't dream anymore, MLK Jr. has already done that for them. Today they are waking up; they are watching and monitoring the executioners of a systemic racism, which renews itself as a "legacy" to be preserved. The world has understood the game and the new generation of Americans wants to stop it by starting to attack systemic racism. If Whites in position of masters sided with slaves to make their plantations bear fruit, this new gener-

Continued on page 12

ation of Whites is siding with Blacks to fight, militate and build together a new America. That's a common project of universal scope of respect for Black dignity throughout the world.

# 3. "With great power comes great responsibility"

The American police officer, often armed with weapons of war, holds the power of life and death over the population. The terror wreaked on Black communities in the United States is programmed, financed and sustained by systemic racism. It's not without reason that the neologism "defunding" appears, rightly or wrongly, on BLM's list of demands. To this end, the main text of the law regarding repression of police brutality should give victims a free choice between a judge and a special court. The law should establish the modus operandi of such a court. For in the case of a police officer, who is administratively and legally protected, he usually faces a jury drawn by lot from a population conditioned to give the benefit of the doubt to this "protective police officer." That doesn't reflect the legal logic of the "jury of peers." The complexity of interactions between the police officer and the public, particularly as related to the Black American male, requires expertise similar to that of a court martial, namely, members of a iury who understand the rules of engagement and will be able to determine when they are violated by fear, for the protection of lives, or by criminal or racist conduct. Police officers must be placed in a special category to be tried by a special court.

#### 4. A "new social contract between Blacks and the American establishment"

The new Social Contract 2.0 is a necessary step towards the second

emancipation of Blacks in the United States. This new Social Contract must be the subject of pre-election negotiations, since BLM and its supporters have the diversity and popularity required to begin such negotiations on the basis of a bill and enforcement mechanisms that guarantee order and peace in the Union, fairness, mutual respect in the electoral process and inclusion of all social strata. In this regard, the gathering of members, supporters, sympathizers and political pressure blocs is indispensable #BlackLivesMatterWorldwide, #BLMW. On the other hand, consequences must be considered:

- 1. A massive pension plan must be prepared to offer police officers who, in their right, don't wish to adhere to the laws and regulations resulting from the "New Social Contract 2.0"; 2. Termination of all police contracts signed before the application of the new laws;
- 3. Signing of new contracts for all police officers, following the enactment of the laws on police reform. 4. Activate within the Human Rights Unit of the US Department of Justice, clandestine agents deployed throughout the country to conduct undercover operations, leading to a series of judicial operations designed to trap racist and/or corrupt police officers. There is already a legal framework within the FBI for conducting these types of operations. After four hundred years, it is time to resort to strong means to extinguish this flame of fear that has traumatized more than a dozen generations of African-Americans;
- 5. It is, therefore, up to the Black community, especially the influential members of the Black Caucus, to facilitate this peaceful transition.

By the way, the announcement of clandestine operations carries a deterrent force that could significantly reduce the frequency of incidents of police brutality; 6. Forensic laboratories, prosecutors and judges have their role to play. Biased reports should be further sanctioned against the corrupt Medical Examiner and all those who clandestinely participate in attacking the dignity of the Black man through false statements.

Racist police brutality shines in a culture of lies, known and accepted by police and judicial hierarchies, as the latest videos on social networks attest. "Bodycams" are apparently part of the problem, as the most crucial moments arise through third party surveillance videos or by curious passersby, such as the young girl of 17 in the case of George Floyd. In Atlanta, Wendy's surveillance cameras captured the actions of the officer who logically performed his feat far from the cameras in the back parking lot, without lighting. Fortunately, certain types of cameras, infrared for example, work well in the dark.

The American population and

the whole world are calling on their leader to assume their responsibilities and finalize their divorce from apartheid in disguise. The new generation, while preserving its own religious values and ideologies, is ready to work alongside their Black compatriots, regardless of sexual orientation, without discrimination and with a clear conscience about the racist behavior to be repressed. The great class war will not take place. The new generation has understood the game, the trap set by their ancestors based on old-fashioned logic. Be they Blacks, Whites, Yellows and Reds, they will protest, they will vote and they will continue protesting until their neighbors are treated with fairness and dignity. That Blacks are no longer slaughtered like cattle and a false distress call from a white woman doesn't always result in arrest and incarceration of a Black man. It's a little progress, but the main issue has yet to be addressed.

Racism is systemic in the United

States in many ways. Universal medical coverage, education and justice were lacking for a significant segment of American society, in line with the systemic racism that had been rife in the country without interruption since the arrival of the first African slaves on the shores of Virginia in August 1619, marking the beginning of the slavery era in North America. The strategists of this intrinsically racist system, by controlling and manipulating sociodemographic data, understood that Blacks would be the first victims of this prohibitive measure.

It is a perverse arrangement, supported by racist public policies within the same system that evokes its own biased statistics to justify, in the logic of double standard, on the one hand, (in)justice for Blacks; on the other, justice for Whites. Reparation is in order for damages of incalculable magnitude inflicted for more than four centuries. In this regard, the integrity of the Black man's DNA is threatened: Nullum crimen sine corporeum (There is no crime without the evidence). If some politicians propose returning to Africa, it is the expression of fear undermining their conscience, fear of ultimate justice.

For war crimes and crimes against humanity, whether committed in times of war or in times of peace, are imprescriptible, regardless of when they were committed. By way of reference, based on resolutions 2184 (XXI) of December 12, 1966 and 2202 (XXI) of December 16, 1966, the General Assembly expressly condemned as crimes against humanity, on the one hand, the violation of the economic and political rights of indigenous peoples and, on the other, the policy of apartheid.

The issue of reparations for slavery, their justification and modalities, first received extensive media coverage in France at the very beginning of François Hollande's 5-year term in office in the summer of 2012, when associations such as the Cran (Repre-

sentative Council of Black Associations) brought the case to the office of Prime Minister Jean-Marc Ayrault. While this political moment certainly crystallizes an issue that had until then been largely ignored by the public, this problem has a longer "career". The controversy actually dates back to the second abolition of slavery in 1848, but in a reversed manner, one might say, when compensation was paid not to the slaves themselves or their descendants, but to the richest planters for the economic damage suffered because of leaving the slavery system.

Clearly, the BLM movement began as an awareness-raising campaign against the racist, who espouses cruel and murderous police brutality. This is vividly displayed on our digital screens and social networks with a list of Black victims: women and men, young and old. It is a change demanded by enlightened and intelligent Whites. They are sending us a powerful signal that they are not responsible for the actions of their ancestors

Black America ("Black America") has an unprecedented opportunity to change things by campaigning with all ethnic and social strata for respect of human rights. A gathering of predominantly White citizens who want to fight for the reversal of the status quo and the creation of a renewed system that is fairer and more equitable in education, employment, health, justice and the economy, among others. It is appealing to all social strata— White, Black, Yellow and Red— in the form of an "Ethnic Rainbow" to leapfrog this rotten system and purify it through frank and sincere reconciliation. No. There will be no civil war. The proof is there: a trans-racial, trans-ethnic and trans-generational "Human Rainbow" deployed by the strategists and supporters of the Black Lives Matter movement.

B e r g H y a c i n t h e ,  $\c cyberjurite@yahoo.com$ 

#### LA VIE DES NOIRS COMPTE/ BLACK LIVES MATTER

#### Propositions concrètes sur la question des Noirs, surtout aux États-Unis d'Amérique

Suite de la page 1

Matter » a inspiré la création de l'International Association for the Avancement of Colored People (IA-ACP), basée sur ce principe cardina<sub>1</sub>. l'émancipation réelle des noirs d'Amérique passe par l'émancipation de l'homme noir sur toute l'étendue de la planète, avec un « arc-enciel ethnique » d'adhérents et de supporteurs. L'IAACP prône, non pas un mouvement lancé par des noirs pour des noirs, mais un mouvement universel pour le respect de la dignité et des droits fondamentaux des noirs à travers le monde. Ce mouvement universel est soutenu par toutes les ethnies d'une nouvelle génération éclairée, laquelle s'engage visiblement aux cotés des noirs pour un traitement équitable vis-à-vis des opportunités offertes au niveau de l'éducation, la santé et l'emploi. Une importance particulière est accordée à la justice et notamment à la suppression de la brutalité policière à l'encontre des groupes minoritaires, particulièrement dans les communautés

Il convient de noter certains

points sur lesquels les leaders du mouvement « Black Lives Matter » (BLM) ainsi que les législateurs américains pourraient se pencher pour dissuader et freiner la brutalité policière grossière perpétrée, sciemment et volontairement, pendant trop longtemps contre l'homme noir, notamment l'"Afro-américain" des États-Unis d'Amérique. Car il est temps de procéder méthodiquement et pacifiquement au démantèlement, une fois pour toute, de cet apartheid déguisé et subtilement protégé et perpetué par une campagne de guerre psychologique polysémique, laquelle transcende des générations de racistes et de fascistes en position de pouvoir, à l'Est comme à l'Ouest. Le mouvement « Black Lives Matter » a pris une dimension globale. À cet effet, une structure organisationnelle à la hauteur du défi à relever s'impose. Les lois portant sur la réforme de la Police devraient tenir compte des points suivants:

1.Pardon et rétablissement automatiques des droits civiques et poli-

Cela s'applique à tout citoyen ayant

purgé sa peine et jouissant de cinq (5) années de liberté sans une nouvelle condamnation pénale.

Il convient à cet égard d'abolir ces "peines de mort" dégrisées, à peine voilée ciblant intentionnellement et sciemment des groupes minoritaires à travers le monde : stratagème concocté en perpendiculaire à l'émancipation de l'homme noir via la criminalisation comme outil de suppression de votes, de régression économique, de dysfonctionnement familial et de la déstabilisation psychosociale des communautés noires. Car, celui qui est exclus ad vitam æternam n'a plus rien à perdre. C'est comme un chien dressé pour détruit son propre cage: une situation souvent classée de fratricide "black-onblack".

C'est contre cet arrangement institutionnel pervers, qu'émerge le cri profond du démantèlement clair et net d'un système économique, sociale, politique et judiciaire visant la destruction subtile des communautés noires à travers le globe.

En l'absence du démantèlement de ce système pourri, le vice-président Joe Bieden n'y pourra rien. Même avec un mandat de trente (30) ans, Barack Obama ne pourrait pas améliorer la situation des nègres aux États-Unis, voire à travers le monde, en l'absence de ce démantèlement prôné notamment par « Black Lives Matter » et ses supporteurs.

Tirer au volet quelques étudiants noirs pour ajouter un "peu de couleur" sur les campus des grandes écoles de type « Ivy League Schools» (Harvard, Princeton, Stanford, Yale, Columbia, MIT et le reste) ne plus cacher ce système éducatif profondément raciste fonctionnant à deux poids deux mesures. Les milliardaires de la NBA, de la NFL ou de la MLB, pour éviter une liste exhaustive, ne peuvent plus masquer la nature « tiers-mondiste » du mode de vie des noirs aux États-Unis d'Amérique.

2. Régime de pension, dédommagement et immunité

Abattre un noir à l'Américaine a des conséquences majeures pour la famille des victimes. Les policiers coupables ainsi que le régime d'apartheid devront assumer leurs responsabilités en pareilles circonstances. Certes, il y a d'autres moyens de pro-

téger les intérêts du policier, en l'absence d'une immunité qui renforce la déviance et incite l'impunité dans un État de droit. Tout arrangement à l'amiable devra inclure le partage des pensions du Policier ainsi qu'un montant statutaire correspondant à l'ampleur du dommage causé à la famille et sa communauté. Ce montant devra être stipulé clairement dans les lois d'application pour éviter la corruption au niveau de la médiation. C'est ce que réclament les Américains, toutes races et toutes ethnies contondues à travers les manifestations, en grande partie, pacifiques, répandues dans toutes les grandes villes des sociétés modernes. Il serait antiaméricain de suggérer le contraire. Oui, abattre un noir, sans justification aucune, sous les projecteurs internationaux et sous le regard complice de plus d'un, est un acte odieux qui, non seulement traumatise la communauté noire, encourage la Police et d'autres structures armées à travers le monde à faire pareil ou pire. Cet exploit intentionnel et criminel dans le cadre de ce projet de conditionnement mondial des bour-

Suite en page 15

### AskMOIA: Sante ak Swen Sante COVID-19

Noumenm nan Biwo Majistra a pou Afè Imigran (Mayor's Office of Immigrant Affairs, MOIA), ansanm ak ajans asosye nou yo nan vil la, pran angajman pou ede Nouyòkè ki afekte pandemi kowonaviris (COVID-19) lan. Nan AskMOIA, nou divize an pati ki pou konprann konsèy, anons, ak nouvèl ki pi resan yo sou resous pou COVID-19 pou asire ou konnen dwa ou genyen yo ak ki sèvis ki disponib pou ou antanke rezidan vil sa a, kèlkeswa sitiyasyon imigrasyon ou ak kapasite pou ou peye.

#### Li enpòtan pou tout Nouyòkè yo konnen Vil New York ofri swen medikal pou tout moun.

Si w al pran swen ak fè tès oswa ou pran tretman anrapò ak COVID-19, sa PA pral afekte sitiyasyon imigrasyon ou ni kapasite pou aplike pou grinkat oswa sitwayènte. Rezidan Vil New York ki gen kesyon konsènan fason lè yo jwenn aksè nan sèten avantaj piblik kapab afekte sitiyasyon imigrasyon yo, rezidan sa yo kapab rele liy asistans gratis, konfidansyèl ActionNYC an, lendi jiska vandredi, ant 9 a.m. ak 6 p.m., nan 1-800-354-0365 pou jwenn aksè nan enfòmasyon nan bon moman epi an tout konfyans, ansanm ak koneksyon nan èd legal.

#### Swen sante se yon dwa moun li ye, epi tout Nouyòkè yo ka chèche swen san krent.

Lopital ak klinik piblik Vil New York yo gen pwoteksyon solid pou vi prive, yo pa pran enfòmasyon sou sitiyasyon imigrasyon, ni yo pa kominike enfòmasyon sou pasyan yo bay okenn moun ni okenn òganizasyon—sòf si pasyan an bay otorizasyon pou fè sa. Konfòmeman ak politik yo, Otorite Imigrasyon ak Ladwàn Etazini (U.S. Immigration and Customs Enforcement) te deklare yo pa pral reyalize operasyon nan etablisman swen sante yo ni toupre yo. Moun PA dwe evite al pran swen medikal akòz yo gen krentif pou aplikasyon lwa imigrasyon.

#### NYC Health + Hospitals ap ede ou, menm si ou pa gen asirans epi ou pa kapab peye pou swen sante yo.

Sa konsène tout kalite sèvis swen sante, ki gen ladan swen dijans, vizit doktè, medikaman, swen pou anpil tan, ak sejou nan lopital. Pou jwenn enfòmasyon sou anpil sèvis sante ak plan asirans ki disponib, ki bon mache oswa gratis, ale nan nyc.gov/immigrants/coronavirus.

Si ou malad, tanpri rete lakay ou. Si ou gen yon tous, souf kout, lafyèv, ak malgòj epi ou pa santi w ap amelyore oswa sentòm ou yo vin pi mal apre twa a kat jou, konsilte founisè swen sante ou. Rele, tèks, oswa itilize pòtay pasyan ou anvan w al kote founisè swen ou. Pou nenpòt kalite ijans medikal, tanpri rele 911. Si ou pa gen doktè oswa asirans, rele NYC Health + Hospitals nan 1-844-NYC-4NYC (1-844-692-4692) pou w jwenn èd pou twouve yon doktè. Pou jwenn konsèy lasante ki pi resan yo, ale nan nyc.gov/health/coronavirus ak tèks 'COVID' nan 692-692 pou resevwa nan men Notify NYC dènye enfòmasyon yo, menm kote yo tonbe.

Gen tès gratis ak pratik disponib san randevou nan sant tès kominotè ke NYC Health + Hospitals opere nan tout senk minisipalite yo. Okenn randevou pa nesesè. Tcheke regilyèman nan **nyc.gov/covidtestingsites** pou jwenn enfòmasyon tounèf sou adrès yo amezi plis sant ap kontinye louvri.

Anplis, si ou gen sentòm yo, si tès ou pozitif pou COVID-19, oswa si ou te an kontak avèk yon moun ki petèt gen COVID-19, tanpri ale nan Pòtay Angajman NYC COVID-19 (Engagement Portal) nan cv19engagementportal.cityofnewyork.us pou enfòme Vil la sou eta ou. Enfòmasyon ou yo konfidansyèl, y ap pèmèt Vil la kominike ou enfòmasyon sou COVID-19, epi sa pral ede gide repons Vil la pou zòn ki afekte ak COVID-19 yo.

#### Yon rapèl: Meyè fason pou sispann pwopagasyon kowonaviris lan se rete lakay ou.

Menm si ou pa malad, rete lakay ou pandan tout kantite tan ou kapab epi evite tout entèraksyon ak evènman san nesesite. Ou gendwa yon moun ki gen kowonaviris (pòtè) ki pa gen sentòm. Si ou oblije sòti deyò pou bezwen esansyèl, pou travay, oswa pou pran lè fre, asire ou kenbe omwen sis pye distans lwen lòt moun epi ou mete yon pwoteksyon figi. Tout Nouyòkè yo dwe mete yon pwoteksyon figi lè yo deyò kay yo. Yon pwoteksyon figi se nenpòt twal oswa papye byen fikse ki kouvri nen ak bouch ou. Ou ka itilize yon bandana, mask kont pousyè, foula, oswa mayo.

Genyen resous pou sante mantal tou ki disponib pou ede tout Nouyòkè. Pou jwenn aksè nan resous gratis ak konfidansyèl sa yo, ou kapab ale nan **nyc.gov/nycwell** epi ou itilize fonksyon tchat sou entènèt lan, ou kapab tèks "WELL" nan 65173, oswa rele liy asistans 24 sou 24, 7 jou sou 7 lan nan 1-888-NYC-WELL (1-888-692-9355).

#### Ou gen kesyon sou fason pou jwenn sèvis Vil la?

Rele Ily asistans MOIA an nan 212-788-7654, lendi jiska vandredi, ant 9 a.m. ak 5 p.m. oswa voye yon imèl bay AskMOIA@cityhall.nyc.gov. Si nou pa reponn, kite yon mesaj avèk non ou ak nimewo ou, epi n ap tounen rele ou! Vil New York, vil pa ou an, la pou ou.







#### Haïti-Observateur 24 juin - 1er juillet 2020

#### Suite de la page 13

reaux "tueurs de noirs" ne peut plus se détacher du racisme systémique répandu de l'Est à l'Ouest

L'Amérique ne peut plus parler de droit de l'homme, de systèmes répressifs, de dictatures ou d'exploitation des groupes minoritaires sur les tribunes des Nations Unies. C'est fini! Il faut régler ce problème « noir » et éradiquer le racisme systémique avant tout retour éventuel sur la scène internationale. L'Amérique est privée de toute autorisé morale de justifier une guerre aujourd'hui. L'Amérique d'aujourd'hui est réduite à une simple puissance nucléaire, rien de plus, rien de moins. Il n'y plus d'idéologie. Le rêve américain a laissé les bras de Morphée. Les Américains ne rêvent plus, MLK Îr. l'a déjà fait pour eux. Aujourd'hui ils se réveillent, ils veillent et surveillent les bourreaux d'un racisme systémique, lequel se renouvelle en "héritage" à préserver. Le monde a compris le jeu et la nouvelle génération d'Américains veut le stopper en commençant par attaquer l'éradication du racisme systémique. Si les blancs en position de maîtres se mettaient du côté des esclaves pour faire fructifier leurs plantations, cette nouvelle génération se met aux côtés des noirs pour lutter, militer et construire ensemble une nouvelle Amérique: un projet commun à portée universelle pour le respect de la dignité noire sur toute l'étendue de la planète.

3. « Un grand pouvoir implique de grandes responsabilités »

Le policier américain, souvent muni d'armes de guerre, détient le pouvoir de vie et de mort sur la population. La terreur semée sur les communautés noires aux États-Unis est programmée, financée et soutenue par un racisme systémique. Ce n'est pas sans raison que le néologisme « defunding » apparaît, à tort ou à raison sur la liste des revendications de BLM. À cet effet, le texte principal de la loi sur la répression de la brutalité policière devrait donner un libre choix aux victimes de choisir entre un juge et un tribunal spécial. La loi devra établir le modus operandi d'un tel tribunal. Car, la situation mettant un policier protégé administrativement et légalement, face à un jury tiré au

sort au sein d'une population conditionnée à donner le bénéfice du doute à ce « policier protecteur », ne reflète pas la logique juridique du « jury de pairs ». La complexité des interactions entre le policier et le public, notamment avec l'homme noir américain requière une expertise similaire à celle d'une Cour martiale, à savoir, des membre d'un jury qui comprend les règles d'engagement et sera à même de déterminer quand elles sont violées par la peur, pour la protection des vies ou par une conduite criminelle ou raciste. Les policiers doivent être classes dans une catégorie spéciale pour être jugées par un tribunal spécial.

4. Un « nouveau contrat social entre les Noirs et l'establishment American »

Le nouveau Contrat Social est un passage obligé pour l'émancipation 2.0 des noirs aux États-Unis. Ce nouveau contrat social doit faire l'objet de négociations préélectorales, puisque BLM et ses supporteurs disposent de la diversité et la popularité requises pour entamer de telles négociations sur la base d'un projet de loi et des mécanismes d'application qui garantissent l'ordre et la paix dans l'union, l'équité, le respect mutuel élection et l'inclusion de toutes les couches sociales. À cet égard, le regroupement des adhérents, des supporteurs, des sympathisants et en bloc de prespolitique est indispensable #BlackLivesMatter Worldwide, #BLMW. En revanche, il faudra envisager les conséquences

1. Un plan massif de pension doit être préparé pour offrir aux policiers qui, dans leur droit, ne souhaitent pas adhérer aux lois et régulations issues du "Nouveau Contrat social 2.0":

2. Résiliation de tous les contrats des policiers signés avant l'application des nouvelles lois:

3. Signature des nouveaux contrats pour tous les policiers, suite à la promulgation des lois portant sur la réforme policière;

4. Activer au sein de la Cellule des Droits Humains à l' « US Departement of Justice » des agents clandestins déployés sur toute l'étendue du territoire pour mener des opérations d'infiltration : une série d'opérations judiciaires conçues pour prendre au piège des policiers racistes et/corrompus. Il existe déjà un cadre légal au sein du FBI pour mener ce type d'opérations. Après quatre cents ans, il est temps de recourir aux moyens fort pour éteindre cette flamme de frayeur qui traumatise plus d'une dizaine de générations d'afro-

5. Il revient donc à la communauté noire, notamment aux membres influents du Black Caucus de faciliter cette transition pacifique; 6.L'annonce des opérations clandestines charrie une force dissuasive susceptible de faire chuter de manière significative la fréquence des incidents relatifs à la brutalité policière; 7. Les laboratoires médico-légaux, les procureurs et les juges ont leur rôle à jouer. Les rapports biaisés devront faire l'objet de nouvelles sanctions contre le Médecin Légiste corrompu et tous ceux qui participent clandestinement à attaquer la dignité de l'homme noir par de fausses déclarations.

La brutalité policière raciste brille dans une culture de mensonge, connue et acceptée par les hiérarchies policières et judiciaires, comme les dernières vidéos diffusées sur les réseaux sociaux l'attestent. Les « bodycams » font apparemment partie du problème, puisque les moments les plus cruciaux surgissent à travers des vidéos de surveillance d'une partie tierce ou par des passants curieux, comme la jeune fille de 17 dans le cas de Georges FLOYD. Les caméras de surveillance de la chaine Wendy's a capturé les actes de l'officier qui dans toute logique réalisait son exploit loin des caméras au fond du parking arrière sans éclairage. Heureusement certains types de caméras, infrarouge à titre d'exemple, fonctionne bien dans les ténèbres.

La population américaine et le monde entier interpellent leur leader à assumer leurs responsabilités et finaliser leur divorce à l'apartheid déguisé. La nouvelle génération, tout en préservant ses propres valeurs religieuses et ses idéologies propres, est prête à travailler aux côtés de leurs compatriotes noirs, indépendamment des orientations sexuelles, sans discrimination et avec une conscience claire vis-à-vis des comportements racistes à réprimer. La grande guerre de classe n'aura pas lieu. La nouvelle génération a compris le jeu, le piège tendu par leurs ancêtres sur la base d'une logique démodée. Noirs, Blancs, Jaunes et Rouges, ils vont protester... ils vont

voter... et ils vont protester encore jusqu'à ce que leurs voisins soient traités en toute dignité. Que les noirs ne sont plus abattus comme du bétail ou qu'un faux appel de détresse d'une femme blanche ne se traduise pas systématiquement en arrestation et incarcération.

Le racisme est systémique aux États-Unis à bien des égards. Force est de constater que la couverture médicale universelle, la prise en charge de l'éducation et de la justice font défaut à une frange importante de la société américaine, dans la logique d'un racisme systémique qui sévit dans le pays sans interruption, depuis l'arrivée sur les côtes de virginie en aout 1619 des premiers esclaves africains, marquant ainsi le début de la période esclavagiste en Amérique du Nord. Les stratèges de ce système intrinsèquement raciste, en maitrisant et manipulant les données sociodémographiques, ont bien compris que les noirs seraient les premières victimes de cette mesure d'interdiction.

C'est un arrangement pervers, soutenu par des politiques publiques racistes, au sein du même système qui évoque ses propres statistiques biaisées pour justifier, dans la logique deux poids deux mesures : d'un côté, l'(in)justice pour les noirs; et de l'autre la justice pour les blancs. En guise de réparation pour des dommages dont l'ampleur est incalculable sur une période de plus de quatre cents ans, c'est l'intégrité de l'ADN de l'homme noir qui est menacée: Nullum crimen sine corpore. Si certains politiciens vous proposent de retourner en Afrique, c'est l'expression de la peur qui mine leur conscience.... de la peur contre la justice finale.

Car les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, qu'ils soient commis en temps de guerre ou en temps de paix, sont imprescriptibles, quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis. À titre de référence, basée sur les résolutions 2184 (XXI) du 12 décembre 1966 et 2202 (XXI) du 16 décembre 1966, l'Assemblée générale a expressément condamné en tant que crimes contre l'humanité, d'une part, la violation des droits économiques et politiques des populations autochtones et, d'autre part, la politique d'apartheid.

La question des réparations de l'esclavage, de leur justification et de leurs modalités, a connu sa première médiatisation d'envergure en France au tout début du quinquennat de François Hollande à l'été 2012, lorsque des associations comme le Cran (Conseil représentatif des associations noires) ont porté la cause devant le cabinet du Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Si ce moment politique cristallise assurément un enjeu jusqu'alors largement ignoré du grand public, ce problème connaît une « carrière » plus ancienne. La controverse date en fait de la seconde abolition de l'esclavage en 1848 mais de manière inversée, pourrait-on dire, lorsque des indemnités sont versées non pas aux esclaves eux-mêmes ou à leurs descendants, mais aux plus riches planteurs pour le préjudice économique subi du fait de la sortie du système esclavag¹ste¹

De toute évidence, le mouvement BLM a commencé comme une campagne de sensibilisation contre le raciste, lequel épouse la brutalité policière cruelle et meurtrière. Celle-ci s'affiche de façon très vivante sur nos écrans digitaux et les réseaux sociaux avec une liste de victimes noires : femmes et hommes; jeunes et vieux. C'est un changement exigé par les blancs éclairés et intelligents. Ceux-ci nous envoient un signal puissant : ils ne sont pas responsables des actes de leurs ancêtres.

L'Amérique noire (« Black America ») a une opportunité inédite de changer les choses en militant avec toutes les couches ethniques et sociales pour le respect des droits humains. Un rassemblement de citoyens majoritairement blancs qui veulent lutter pour le renversement du statu quo et la création d'un système renouvelé plus juste et plus équitable au niveau de l'éducation, l'emploi, la santé, la justice et l'économie, entre autres.

Le mouvement BLM s'est transformé depuis un certain temps en un mouvement global rassemblant toutes les couches sociales, blanches, noires, jaunes, rouge sous une forme d'"arc-en-ciel ethnique" pour sauter ce système pourri et le purifier par une réconciliation franche et sincère. Non. La guerre civile n'aura pas lieu. La preuve en est bien grande: un « arc-en-ciel humain », trans-racial, trans-ethnique et trans-générationnel, déployé par les stratèges et supporteurs du mouvement Black Lives Matter.

Berg Hyacinthe:cyberjurite@yahoo.com

1 J. F. Ade Ajayi, « La politique de Réparation dans le contexte de la mondialisation », Cahiers d'études africaines, n° 173-174, 2004, p. 41-63.



## **NOUVELLES BRĒVES**

# Aux funérailles de Rayshard Brooks à Atlanta, continue la série George Floyd

Hier, mardi, 23 juin, ont eu lieu, à Atlanta, en Georgie, les funérailles de Rayshard Brooks, ce père de famille de 27 ans, fauché le vendredi 12 juin, par les balles d'un policier blanc, Garrett Rolfe, déjà inculpé pour meurtre criminel.

La cérémonie, dite privée, mais ayant entraînée une foule, s'est déroulée à l'église baptiste Ebenezer, rendue célèbre par un pasteur-activiste des droits civils des Noirs, d'ailleurs assassiné, lui aussi, à Memphis, Tennessee, le 4 avril 1968: Martin Luther King, qui fut pasteur associé de l'église jusqu'au jour de son assassinat. Il faut dire que les funérailles ont été précédées lundi d'une veillée qui a duré quatre heures, permettant à tout un chacun de dire un dernier adieu au à la victime, qui vient allonger la liste des Noirs tués par des policiers blancs racistes ayant la gâchette facile. Ils étaient plus d'un millier à faire le déplace-

La fille de Martin Luther King, pasteur comme son père, Rév. Bernice King, a participé à la cérémonie, qui a débuté à une heure de l'après-midi pour prendre fin vers 3 heures. Selon ce reportage, basé sur la couverture de l'événement par la chaîne de télévision ABC News, Mme King se tourna vers Tomika Miller, la jeune veuve qui aura à élever les trois fillettes du couple et son fils à elle ayant été adopté par le défunt, pour dire : "Je comprends votre douleur et celle de la famille, ayant eu 5 ans quand mon père fut assassiné. Ēlevée sans un père, cela m'a vraiment marquée ". Et pasteure King d'ajouter: "Je n'ai pas connu Rayshard, mais je suis là à vos côtés en cette occasion, devenue trop familière. Le cœur endolori pour Dream, Memory et Blessing (les filles du couple) et Mekai (le fils adoptif), je prie et continuerai à prier pour vous".

Une amie et ancienne collègue du disparu, Ambrea Mikolajezyk, une Blanche, a affirmé que Rayshard Brooks " était d'une singularité sans pareille " (en anglais "once in a lifetime individual"). Pour étayer ses dires, elle a ajouté : " Sous la pluie, Ray pédalait sa bicyclette pour arriver au travail. Sous un soleil de plomb, durant l'été, il s'en fichait de la condition des sentiers exécrables pour être le premier au travail "Et elle ajouta: "Jamais de mauvais jour pour lui. Il était toujours radieux et cette lumière radiante de sa personne n'aura pas été éteinte, en dépit de cet acte de couardise qui lui a enlevé la vie".

Des membres de la famille n'ont pas tari d'éloges pour ce jeune homme, fauché dans la fleur de l'âge. Sa belle-mère, Rochelle Gooden, avec beaucoup d'émotion dans la voix, avait des mots tendres envers son beau-fils. " Il était comme mon filsé D'ailleurs, il m'appelait maman". Une nièce et un cousin ont aussi témoigné de son entregent avec tout le monde. Ainsi, a-t-on un portrait du jeune homme, dont l'humeur plaisante n'avait pas de limite d'âge et transcendait les clivages ethniques. Paix à son âme!

Vu les consignes de distanciation, une chorale chantait virtuellement. Toutefois, des personnalités de marque tenaient d'y être physiquement, telles la mairesse de la ville, Keisha Lance Bottoms, ainsi que Stacey Abrams, candidate malheureuse au poste de gouverneur de la Georgie l'année dernière. Les deux sont sur la liste d'une douzaine de femmes parmi lesquelles le candidat démocrate aux présidentielles du 3 novembre, Joseph "Joe" Biden, choisira sa vice-présidente.

On soulignera aussi que le Congressman (député) John Lewis, un vétéran de la lutte pour les droits civils des années 60, a envoyé une lettre de réconfort à la famille Brooks, leur disant que "Rayshard Brooks n'est pas mort en vain", indiquant par-là que cette autre victime de la brutalité policière dénoncée de toutes parts ces jours-ci ne fait que renforcer la détermination des uns et des autres, surtout des législateurs au niveau fédéral, pour balayer un système trop longtemps dénoncé, mais toujours en existence. "Il faut que ça change", pour répéter le pape Jean Paul II, en foulant le sol d'Haïti, le 10 mars 1983, et déclenchant ainsi les hostilités de l'église catholique contre la dictature des Duvalier.

Les églises ont un rôle important à jouer à ce moment précis et le pasteur attitré de l'église Ebenezer, le Rév. Raphael Warnock, n'a pas raté l'occasion pour attirer l'attention sur ce qu'on doit faire. Admettant que "Rayshard n'était pas membre de notre église", a-t-il dit, "mais et lui et ses bienaimés font partie de notre famille. Nous les embrassons, les réconfortons et les accompagnerons durant les jours à venir".

Puis, sous le thème "Let my people go", (Laissez partir mon peuple), le slogan de Moïse dans le livre d'Exode de la Bible, lors du mouvement de libération du peuple juif assujetti en Égypte, le pasteur Warnock a fait comprendre que c'est l'Éternel Luimême qui avait sommé Moïse,

lui disant, "Allez dire à Pharaon, Laisse aller mon peuple afin qu'il me serve" (Exode 7:26).

Une fois les paroles de réconfort pour la famille dites, l'orateur a rappelé à l'assistance la situation actuelle ayant conduit au meurtre de Rayshard Brooks: "Nous aurons manqué au devoir si nous ne discutions de ce qui nous amène ici aujourd'hui. Rayshard Brooks n'est que la dernière victime d'une série de personnes de marque à perdre la vie dans la lutte pour la justice et la bataille touchant l'âme même de l'Amérique".

Puis, il a énuméré une liste des victimes jusqu'à George Floyd, qui a fait déverser le vase. Et se disant réconforté par "la grande coalition des gens consciencieux déferlant dans les rues, protestant pacifiquement" il a dit: "Il faut continuer avec les manifestations" jusqu'au changement désiré, en ajoutant: "En effet, je suis ici pour annoncer une autre marche. Je vous en supplie, il ne faut pas la rater. Elle aura lieu le 3 novembre 2020 au bureau de vote le plus proche de chez vous. Vas-y, il le faut!"

Outre les présidentielles, il y aura les sénatoriales et autres joutes électorales. Le pasteur Raphael Warnock est aussi candidat au Sénat pour représenter la Georgie à Washington. Et j'ajoute, voilà ce qu'aura déclenché "La Révolution George Floyd".

\*Une mauvaise semaine pour le président Donald Trump qui, selon les dernières informations, est "furieux". Tout a commencé le lundi 15 juin quand la Cour suprême, la plus haute cour de justice aux États-Unis, a voté 6 contre trois, déclarant "illégale" la discrimination contre les "gays", englobés sous le label LGBTQ, dans le domaine de l'emploi, allant à l'encontre de l'administration Trump qui avançait que l'Acte des droits civiques, dans son Chapitre VII, ne s'étend pas aux homosexuels, lesbiennes et les transsexuels, c'est-à-dire ceux qui ont changé de sexe. Là où le bât blesse, c'est le juge Neil Gorsuch, le premier juge qu'avait nommé le président Trump à la Cour qui a rédigé la décision qui a aussi obtenu l'aval du juge en chef John Roberts, les deux ayant rejoint le camp des quatre juges dits libéraux.

\*Le jeudi 18, une autre défaite à la Cour suprême pour l'administration Trump dans le dossier dit DACA. Le président Trump, s'opposant au programme dit " Deferred Action for Childhood Arrivals" (DACA) mis en place par l'ex-président Barack Obama, pour protéger contre la déportation, des enfants emmenés aux États-Unis illégalement par leurs parents, avait porté la question par devant la Cour suprême, sachant qu'il peut compter sur une majorité qui lui est favorable.

Mais par un vote de 5 contre 4, le juge en chef John Roberts ayant rejoint le camp des quatre libéraux et ayant lui-même rédigé la décision, les "Dreamers" (Rêveurs), dans le sens de rêver d'un avenir dans le seul pays qu'ils connaissent depuis leur tendre enfance, ont poussé un ouf de soulagement. Les quelque 650 000 "Dreamers" inscrits dans le programme, jusqu'à 800 000 en incluant d'autres n'ayant pas été inscrits, peuvent dormir tranquillement pendant que le Congrès se penche sur une loi leur ouvrant la voie à la citoyen-

Pour clore la semaine, ce fut une autre décision juridique à l'encontre du président Trump. Cette fois il ne s'agit pas de la Cour suprême, mais d'un juge fédéral du District de Columbia, toujours à la capitale américaine, qui a rendu un verdi défavorable au président, dans l'affaire d'un livre compromettant pour le chef d'État.

En effet, samedi, 20 juin, le juge Royce C. Lamberth n'a pas bloqué la publication du livre de John Bolton, ancien conseiller du président au "National Security", pendant quelque 17 mois, soit du 9 avril 2018 au 10 septembre 2019. Il occupait une fonction lui permettant d'être au courant de tous les secrets. L'on comprend pourquoi il a titré son livre "The

Room Where It Happened" pour dire qu'il était dans la chambre quand cela se passait ou se tramait. Le président a objecté à la publication du livre qui, selon lui, "dévoilera des secrets d'État". Pas du tout, a rétorqué Bolton qui dit que "le président ne voudrait pas que le peuple américain soit imbu de son incapacité à gouverner".

En effet, le livre est sorti hier, mardi, 23 juin. Même avant la parution, John Bolton a donné une entrevue en exclusivité à Martha Raddatz, de ABC News, qui a fait la une dimanche soir, 21 juin. Vraiment, le président est mis à nu. Comme on dit en créole: "Li toutouni"!

\*Ce même samedi, sa première sortie en campagne depuis le mois de mars, a été un cuisant échec pour le président. Car, à Tulsa, dans l'Oklahoma, il devait s'adresser, selon ses dires, à des milliers de fanatiques dans cette arène d'une capacité de 19 000 personnes. Mais la station des sapeurs-pompiers a fait savoir qu'il n'y avait que 6 200 personnes au BOK Center. Les photos corroborent leur estimation. Une tente qu'on avait aménagée pour l'excédent d'assistants attendu a été vite démantelée pour empêcher aux "joudalistes" de photographier un espace vide. Le président est "furieux" au possible, selon les toutes dernières informations. Il rend responsable ceux-là qui étaient chargés de sa campagne, les accusant de manquer au devoir. Il y aura bientôt des pleurs et des grincements de dents au sein dans le monde des " trumpistes".

Pierre Quiroule II, 24 juin 2020

.

